

# #55

prix 1,50 euro | 55e année | déc-jan 2011-12

BELGIE-BELGIQUE  
P.B. 1/9352  
BUREAU DE DÉPÔT  
BRUXELES 7  
P006555  
DEC-JAN 2011-12

# la gauche

comprendre le monde pour le changer

# A l'action!



- 3 **édito** par Thomas Weyts
- 4 **Budget: un réel appauvrissement des pensionnés, des travailleurs et des chômeurs** par Peter Veltmans
- 6 **Plan d'action syndical: apprendre le grec!** par Freddy Matthieu
- 8 **Les chômeurs-euses en ligne de mire** par Céline Caudron
- 9 **Pour un mouvement des femmes contre la dette et l'austérité** par Sonia Mitralias
- 10 **La FGTB doit rompre avec le PS et œuvrer à une alternative politique** par Daniel Tanuro
- 12 **Banquiers voleurs, patrons escrocs, gouvernements complices: indignons-nous!** par LCR
- 14 **L'obscur petit secret des banques européennes** par Daniel Munevar
- 16 **Cockerill, c'est à nous!** par Denis Horman
- 18 **Le procès de l'amiante, enfin!** par Leen Van Aken
- 19 **Di Rupo pas encore actif, déjà radioactif** par Louis Verbeyden
- 20 **Tunisie: la gauche syndicale de l'UGTT face à la coalition libérale salafiste** par Bechir Haamdi
- 21 **Maroc: Elections et répression** par Guy Van Sinoy
- 22 **Climat: pas d'accord avant 2020!** par Daniel Tanuro
- 23 **Hommage à Gilbert Clajot** par Georges Dobbeleer

Formation sur La Commune de Paris à Charleroi

Mandel sur la révolution allemande

L'arnaque de la dette publique

cover

photo: Apostolis Fotiadis / IPS

back cover

www.abc.net.au/pm/content/2011/s3347776.htm



**Ont contribué à ce numéro:**

Bechir Haamdi, Bru, Céline Caudron, Daniel Munevar, Daniel Tanuro, Denis Horman, Freddy Mathieu, Georges Dobbeleer, Guy Van Sinoy, Leen Van Aken, Little Shiva, Louis Verheyden, Peter Veltmans, Pierre Tréfois, Rafik Khalfaoui, Roger Goddin, Sonia Mitralias, Thierry Pierret, Thomas Weyts.

*La Gauche est le journal bimestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), section belge de la Quatrième Internationale.*

*Les articles signés n'engagent pas forcément la rédaction.*

*Adresse et contact: 20, rue Plantin 1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be*

*Tarifs et abonnements: 1,5 € par numéro; 8 € par an étranger: 18 € par an*

*A verser sur le n° de compte de la Formation Léon Lesoil 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles n° 001-0728451-57*

*IBAN BE09 0010 7284 5157 BIC BNP Paribas Fortis: GEBABEBB mention "La Gauche"*

**La Gauche est éditée par la Formation Léon Lesoil e.r. A. Henry**



www.lcr-lagauche.be

# A l'action, avant qu'il soit trop tard!

par Thomas Weyts

Les syndicats se décident enfin à descendre dans la rue contre l'austérité qui se concocte à la table des négociations gouvernementales. Quoique des surprises ne soient pas exclues, il semble bien que nous finirons pas écoper d'un gouvernement des trois familles traditionnelles: sociaux-démocrates, chrétiens démocrates et libéraux. Sous la houlette du "socialiste" Di Rupo, qui nous servira une politique néolibérale et antisociale musclée. L'attaque ne sera peut-être pas tout à fait aussi brutale que ce qui est exigé par une bonne partie du patronat flamand, la NVA, l'Open VLD et Cie, mais elle frappera très durement les travailleur-euse-s ainsi que les allocataires sociaux, chômeurs et chômeuses, pensionné-e-s, malades, etc.

Celles et ceux qui en douteraient feraient bien de se référer à la note du formateur, qui a servi de base aux négociations: limitation sévère du droit à la prépension, dégressivité des allocations de chômage dans le temps, coupes sombres dans l'enveloppe des soins de santé, etc. Pour faire passer la pilule, Di Rupo y avait ajouté quelques mesures homéopathiques à charge des entreprises et des riches: un impôt très limité sur la fortune, une hausse du précompte mobilier sur les intérêts et les dividendes, une réforme du système des intérêts notionnels ainsi que du régime fiscal des voitures de sociétés. Mais la social-démocratie s'est inclinée toujours plus bas, au point de s'aplatir purement et simplement devant la droite.

Au fil des négociations, les mesures d'économie qui frapperont surtout les gens ordinaires et les services publics n'ont cessé de se durcir, tandis que les mesures fiscales censées faire (si peu!) contribuer les patrons et les actionnaires fondaient comme neige au soleil. Et cela ne suffit même pas aux partis de droite et au patronat! Soutenus par la Commission Européenne, ils exigent une offensive encore plus forte contre nos acquis sociaux et, pour l'imposer, une attaque contre nos droits démocratiques, à l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays.

Tout cela ne finira peut-être pas comme

en Grèce, au Portugal et en Espagne, mais certainement comme en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. Dans tous ces pays, d'ailleurs, les sociaux-démocrates ont collaboré au sale boulot de l'austérité, tant et si bien qu'une population sans perspective a fini par les écarter, au profit de la droite.

Non, il est clair que nous ne pouvons pas compter sur le PS et le SPa pour défendre nos intérêts et ceux de nos enfants. Nous ne pouvons compter que sur notre propre force. La force des deux millions et demi de syndiqué-e-s de ce pays, du public ou du privé, avec ou sans emploi. La force des malades et des personnes handicapées, en lutte contre le démantèlement des soins et de l'assurance maladie. La force des femmes qui refusent d'être poussées encore plus dans le chômage et les temps partiels. La force des jeunes indigné-e-s.

Il est temps, grand temps de passer à l'action. FGTB, CSC et CGSLB doivent mettre en avant ensemble des revendications claires et un plan d'action. "Prenons l'argent là où il est". "Cette dette n'est pas la notre!" Voilà les deux axes clés. Pas pour une manifestation promenade ou une journée de grève sans lendemain, mais pour une lutte longue et difficile.

Cette lutte ne doit pas être menée seulement sur le terrain social, mais aussi sur le terrain politique. Tous les partis au parlement sont résignés à la crise capitaliste. Tous sont fondamentalement d'accord avec la politique d'austérité. Le monde du travail n'a plus de représentation politique dans les institutions! Les syndicats doivent prendre leurs responsabilités sur ce plan-là également, jeter les bases d'une alternative politique pour et par les exploité-e-s et les opprimé-e-s.

Sans cette lutte sociale et politique, toute une série d'acquis sociaux et démocratiques pour lesquels nous avons lutté depuis un siècle et demi seront vidés de leur contenu et, en fin de compte, anéantis. Ce serait la fin de la base sur laquelle ont été bâtis le mouvement ouvrier, la gauche ainsi que l'ensemble des mouvements progressistes de ce pays. Nous ne laisserons pas faire cela! ■

photomontage: Little Shiva



# Un réel appauvrissement des pensionnés, des travailleurs et des chômeurs

✎ par Peter Veltmans

Après plus de 500 jours, il se peut qu'il n'y ait toujours pas de gouvernement. Après les questions communautaires, c'est maintenant le budget qui agite les trois familles politiques traditionnelles. Les négociations traînent en longueur depuis des semaines. Au moment d'écrire ces lignes<sup>1</sup>, on nous annonce une énième journée "cruciale" de négociation. On attend de voir si le PS, le SPa, le CD&V, le CDh, l'Open VLD et le MR réussiront à arracher un accord. Une chose est sûre pourtant: la classe des travailleurs va payer le prix fort pour ce budget.

## Le cadre européen

Ce budget a pour cadre "L'Europe" en lieu et place des rapports de forces politiques belges. Le Traité de Maastricht (1993) a tracé le cadre d'une Union économique et monétaire (la future "Zone euro") qui allait de pair avec l'imposition d'une discipline budgétaire aux Etats-membres. En 1997, on y a ajouté le Pacte de Stabilité et de Croissance. Un jugement de la Cour européenne de Justice du 13 juin 2004 stipule que les Etats membres qui transgressent les normes de ce Pacte de Stabilité peuvent se voir imposer une amende par la Commission européenne. Une telle amende trouve encore son meilleur point de comparaison avec les réparations que le Traité de Versailles a imposées à l'Allemagne après la Grande Guerre.

## Les normes

Les normes dont il s'agit ici sont vraiment arbitraires. La dette publique maximale d'un Etat-membre ne pouvait désormais excéder 60% de son produit intérieur brut (PIB); quant au déficit des finances publiques, il devait être contenu en deçà des 3%. Les raisons pour lesquelles

on a retenu ces chiffres-là plutôt que d'autres — on aurait pu tout aussi bien fixer respectivement 70% et 5% — sont assez obscures. La Belgique n'a en tout cas jamais été près de remplir la première norme, même si elle allait dans la bonne direction grâce à un "effet boule de neige inversé" de l'endettement avant que la crise financière de 2008 n'interrompe ce cercle vertueux. La seconde norme (autour du déficit budgétaire) est l'enjeu des négociations actuelles.

## Les chiffres

En 2008, la dette publique a grimpé d'un coup à près de 100% du PIB (quelque 300 milliards d'euros). La crise financière en est la seule responsable. Le sauvetage de Fortis, Dexia, KBC et d'autres a coûté un paquet d'argent. Cela n'a pas seulement fait gonfler le volume global de la dette publique. Cette dette doit aussi être refinancée chaque année pour un cinquième (60 milliards d'euros), ce qui fait fortement augmenter les charges d'intérêt (ce taux d'intérêt est aujourd'hui de 5%). Tout ceci fait en sorte que le déficit budgétaire menace d'atteindre les 5%, soit largement au dessus de la norme de 3%. Cela signifie concrètement qu'il faut économiser 11 à 12 milliards d'euros. La Commission européenne exige que cet effort d'économie soit approuvé pour le 15 décembre 2011 au plus tard. Faute de quoi, elle menace la Belgique d'une amende de 700 millions d'euros à payer en janvier 2012.

## Quelles réformes?

Outre ce carcan purement budgétaire, l'Union européenne veut aussi imposer des "réformes structurelles." Elles se situent sur le terrain de la formation des salaires et de la sécurité sociale. Des décennies de dérégulation néolibérale et d'unification monétaire ont fait en sorte que la

concurrence au sein de la Zone euro ne peut plus jouer que sur les salaires. Ils sont donc la cible privilégiée des néolibéraux. Si cela ne tenait qu'à eux, on ferait table rase des salaires minimums qui existent encore. Comme en Allemagne, on obligerait les chômeurs à travailler pour un salaire de misère. De plus, ces "économistes" (dont aucun n'a vu arriver la crise financière!) veulent en finir avec le mécanisme soi-disant "unique" d'indexation des salaires<sup>2</sup>. Ils l'accusent d'alimenter l'inflation, alors qu'il ne fait que réagir après coup aux hausses de prix et préserve avec retard le pouvoir d'achat. L'Union européenne veut aussi imposer une réforme drastique de la sécurité sociale. Il faudrait donc en finir avec les prépensions et relever l'âge de la retraite. Enfin, on veut rendre les systèmes de chômage "moins attractifs" en limitant les allocations de chômage dans le temps.

## La note di Rupo

Comment le formateur di Rupo tente-t-il combiner tout ça? Qui a lu la note originelle du formateur arrive aux constats suivants. On y trouve d'abord quelques mesures limitées et *temporaires* comme un impôt minime sur la fortune (5% sur les revenus mobiliers — pour autant qu'ils soient connus! — des familles qui gagnent plus de 100.000 euros brut par an), une hausse de la rente nucléaire (qu'Electrabel payera en échange du droit de continuer à exploiter des centrales nucléaires vétustes (*lire page 19*) et une révision symbolique des intérêts notionnels dont le principe reste acquis. A côté de cela, la note propose une limitation de la déduction fiscale pour les voitures de société (ce cadeau fiscal coûte chaque année quelque 4 milliards d'euros!) Le prix des titres-services serait relevé.

Mais le plus important, ce sont les régressions sociales qui vont de pair avec

les "réformes" structurelles. Des droits cruciaux passent *définitivement* à la trappe. Si les allocations de chômage ne sont pas limitées dans le temps, leur montant va tellement diminuer après quelque temps qu'on ne pourra plus parler d'un revenu de remplacement digne de ce nom (*lire page 8*). Le stage d'attente des jeunes est prolongé de six mois tandis que le montant des allocations d'attente diminue. Le démantèlement des systèmes de prépension va s'accélérer, ce qui équivaut à un Pacte des Générations bis. Au lieu de relever les maigres pensions du secteur privé, on va rendre moins "attractives" les pensions des fonctionnaires — à peine plus grasses — en doublant la période prise en compte pour le calcul de la pension, soit les dix dernières années de la carrière au lieu des cinq actuellement.

Cette logique antisociale est encore renforcée par l'impact négatif de certains aspects de la réforme de l'Etat. L'autonomie fiscale des Régions risque d'entraîner de fortes différences dans les fiches de paye des salariés d'une même entreprise, ce qui mettra la solidarité à rude épreuve. Avec à la clé un appauvrissement réel des pensionnés, des travailleurs et des chômeurs.

## Le rôle des libéraux

Sous la pression des partis libéraux, les négociateurs ont encore fortement réduit la part de l'effort qui serait demandée aux grosses fortunes et aux entreprises. La "révision" des intérêts notionnels (un cadeau fiscal de plus de 4 milliards d'euros par an) n'est plus que symbolique. La contribution des voitures de société est fortement revue à la baisse — à peine 600 millions d'euros. Les libéraux se déchaînent contre toute velléité d'instaurer un impôt sur la fortune, même minime et

temporaire. Mais ils exigent par-dessus tout de profondes "réformes structurelles" dans l'assurance chômage, les systèmes de prépension et les pensions. Même l'index doit être "revu" d'après eux.

## Des besoins non satisfaits

Mark Eyskens (CD&V) disait jadis que "la politique est l'art de rendre possible ce qui est socialement nécessaire." Vu de cette façon, on pourrait penser que la politique s'occupe des grands enjeux de société. Rien n'est moins vrai pourtant. Nous savons tous que notre planète est confrontée à un énorme problème climatique. On pourrait dès lors s'attendre à ce que les travaux budgétaires y consacrent l'espace nécessaire. C'est à peine le cas. Un ambitieux plan d'isolation des logements et des bâtiments ne créerait pourtant pas seulement beaucoup d'emplois, il aurait aussi un impact favorable sur le gaspillage d'énergie. Le coût de la crise financière de 2008 et la toute récente débâcle de Dexia démontrent une fois de plus qu'il faut une approche énergique de la fiscalité. Avec une véritable abolition du secret bancaire, la lutte contre la fraude fiscale aurait tôt fait de rapporter 4 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat; la suppression des intérêts notionnels en rapporterait autant.

## La politique du moindre mal

Les appareils du PS, du SPa et de l'ACW/MOC préfèrent pourtant suivre "la politique du moindre mal." Celle-ci mène au démantèlement par étapes d'un système optimal de sécurité sociale au niveau fédéral. Avec des "amis politiques" qui acceptent la logique des marchés, on n'avancera pas. Il nous faut un prolongement politique qui opte résolument pour le camp de la classe des travailleurs et qui y recrute ses représentants. Ces représentants n'auront pas pour ambition de participer à tout

prix au pouvoir en foulant le programme aux pieds. Bien au contraire, ils mettront la même ardeur et la même résolution à lutter pour les intérêts de la population laborieuse que ses adversaires en mettent aujourd'hui pour les niveler par le bas.

## Quelle alternative?

Au lieu de lorgner sur ce qu'on peut obtenir de mieux dans le cadre de la logique du capitalisme néolibéral, il faut un programme qui en finisse avec la dictature des marchés et des profits. Toutes les forces qui sont d'accord avec cela doivent s'unir pour résister aux attaques incessantes contre les acquis historiques de la classe des travailleurs. La FGTB a fait un premier pas dans cette direction avec une campagne de sensibilisation. La deuxième étape est la manifestation nationale en front commun syndical du 2 décembre. Il en faudra pourtant bien plus. Nico Cué, le secrétaire général de la centrale francophone des métallos, a tout à fait raison lorsqu'il évoque une grève pour "réagir avec force" aux mesures d'austérité. Mais, comme d'autres représentants du mouvement ouvrier, Cué sème la confusion lorsqu'il exige que "les mesures d'austérité soient équilibrées afin que toutes les catégories de la population soient frappées de la même manière." La population laborieuse n'est en effet pour rien dans la crise actuelle. Elle n'a donc pas à en payer le moindre prix. Mieux vaut opter résolument pour une résistance généralisée à ce budget en voie de rédaction et pour une alternative anticapitaliste, quitte à l'imposer par la grève générale. ■

1. Dimanche 20 novembre 2011

2. Nous disons "soi-disant unique" vu qu'il y a des systèmes d'indexation dans d'autres pays, même s'ils sont plus souvent organisés au niveau sectoriel qu'au niveau interprofessionnel.



# Plan d'action syndical: apprendre le grec!

par Freddy Matthieu

Ce 15 novembre, au Heysel, les organisations syndicales ont donné le coup d'envoi de la mobilisation contre les plans concoctés par les partis qui négocient la formation d'un gouvernement. Six à sept mille participants: le Front Commun se félicite de ce succès mais, s'agissant en majorité de délégués et du cadre permanent des trois organisations, il est bien difficile d'en tirer déjà des indications de la mobilisation réelle que les dirigeants sont prêts à poursuivre. Anne Demelenne a annoncé une grande manifestation le 2 décembre et "n'a pas exclu" une grève générale fin décembre (le 19?).

A plusieurs reprises, la question grecque est venue sur le tapis. Il est vrai que nous avons quelques similitudes avec la Grèce: 10 millions d'habitants, un parti social-démocrate (le PASOK) au pouvoir menant une offensive contre les classes populaires et appelant la droite à terminer le boulot avec lui (en Grèce c'est même l'extrême-droite, qui a voté tous les plans d'austérité au parlement!)... Il n'est sans doute pas inutile pour nous d'essayer de tirer des leçons de ce qui s'est passé là-bas.

## Mobilisation sans précédent

Depuis les manifestations et les émeutes de décembre 2008 – qui faisaient suite à la mort d'un adolescent de 15 ans tué par balle par la police, mais étaient surtout révélatrices du désenchantement de toute une jeunesse, la "génération 600 €," la Grèce a connu de grands mouvements: pratiquement un arrêt de travail généralisé tous les deux mois, des manifestations de plus en plus nombreuses (15 en 18 mois, dans plus de 70 villes), une radicalisation de la jeunesse et de pans entiers de la société. Les 19 et 20 octobre, il s'agissait du cinquième arrêt de travail généralisé depuis le début de l'année, et du deuxième arrêt de 48 heures depuis la fin juin. Poussées par cette dynamique, les directions syndicales, malgré leurs lourdeurs et leurs liens avec le PASOK, ont contribué à ces mobilisations, tout en espérant s'en servir pour "négocier" avec

le pouvoir quelques "aménagements" des mesures d'austérité.

Cette mobilisation croissante n'a pourtant pas suffi (pour le moment) à contrecarrer l'offensive coordonnée de l'UE, du FMI et de la BCE. Pour quelles raisons?

## Rythme et coordination des mouvements

La régression sociale est profonde, les mesures d'austérité par vagues successives ont frappé fort et en profondeur. *"Ce qu'il faut comprendre c'est que 80 % des Grecs ne savent pas comment ils vont boucler leur budget de novembre. Les taxes ont été multipliées par 10! Les élèves n'ont toujours pas de manuels scolaires depuis la rentrée. Cela n'est pas arrivé depuis la Libération. Dans les hôpitaux, on demande aux patients d'aller chercher eux-mêmes les pansements et les aspirines dans les pharmacies"* indique Stathis Kouvelakis<sup>1</sup>.

En réponse, il y a eu des vagues de luttes: la jeunesse en 2008; les grandes entreprises privatisées et les fonctionnaires au printemps 2010; les transports publics à l'hiver 2010; le combat héroïque et victorieux de la population de Keratea contre des plans de l'Etat grec qui veut faire d'une partie de la région (Omvriokastro) une décharge publique, désastreuse pour l'environnement; le mouvement "Den Plirono" – "Je ne paie pas" – pour la gratuité des autoroutes, des transports et des hôpitaux... Mais ces luttes sont restées disparates, peu coordonnées, parfois isolées.

De nouvelles couches de la jeunesse et des classes moyennes sont aussi entrées en lutte autour de l'occupation de la place Syntagma par les indignés. Mais, jusqu'ici, ces mouvements ne sont pas parvenus à établir les jonctions nécessaires, en particulier la jonction entre les travailleurs organisés dans les syndicats et la jeunesse en révolte. De plus, le tempo des mobilisations syndicales est souvent à contretemps de la dynamique des luttes: trop tôt ou trop tard.

La leçon que nous pouvons tirer de cette longue onde de luttes en Grèce, c'est

l'importance de l'auto-organisation des travailleurs. C'est à eux de fixer les modalités, le tempo et les revendications de leurs mobilisations. Les grèves de 24h, sans lendemains, sont totalement inefficaces et épuisent travailleurs et travailleuses, car le pouvoir fait le gros dos jusqu'à la 25ème heure...

## Relations entre partis et syndicats

Peu à peu la question du pouvoir politique s'est posée, ne laissant au PASOK d'autres choix que d'essayer une ultime manœuvre, l'annonce du referendum. Ce faisant, le parti au pouvoir tentait de canaliser le mécontentement quitte à prendre le risque d'un non. Il voulait désamorcer l'aspect le plus explosif et le plus incontrôlable des manifestations de rue.

Le 28 octobre, "Jour du Non" (la fête nationale), plusieurs défilés militaires ont dû être annulés en raison des mobilisations "anti-austérité." Ce fut notamment le cas à Thessalonique où le président, Carolos Papoulias, a dû fuir devant les manifestants. L'évènement était hautement symbolique: c'est la première fois en 71 ans que les parades militaires du "Jour du Non" sont annulées.

Stathis Kouvelakis explique: *"Les mesures successives d'austérité ont miné le niveau de vie de base; la montée du chômage, spécialement du chômage jeune, s'y ajoute; l'annonce d'un pillage complet des biens publics au travers d'un programme de privatisations massif est un nouveau choc; à cela s'ajoute l'appréhension qu'il n'y a pas de voie de sortie du cercle vicieux de la dette, de l'austérité et d'une récession plus profonde; tout cela a séparé la vaste majorité de la population du PASOK et du système politique en général."*<sup>2</sup>

Ses liens avec les partis politiques (PASOK, ND, KKE) créent la confusion dans le mouvement syndical, l'empêchant de défendre une ligne indépendante, claire, conforme aux intérêts de classe de ses membres. Avant qu'elle n'entre dans le gouvernement d'Union Nationale, la droite de ND (Nouvelle Démocratie) avait tout intérêt à pousser les syndicats contre

le PASOK. Quant au PASOK, il avait beau jeu de prétendre n'avoir fait qu'hériter de la gestion désastreuse de la ND.

Autre exemple: le 20 octobre, au deuxième jour d'une grève de 48h, pour empêcher la "prise du parlement" prônée par le syndicat ADEDY afin d'empêcher le vote d'un train de mesures, les militants du KKE et leur fraction syndicale du PAME se sont interposés... car ils souhaitaient que le vote ait lieu, pour démontrer que seul le KKE s'oppose aux mesures.

En Belgique aussi nous devons poser le problème de l'inféodation des directions syndicales à des partis politiques qui ne défendent plus nos intérêts de classe. Il faut choisir son camp si l'on veut gagner les combats que nous allons entreprendre...

## La question de l'unité

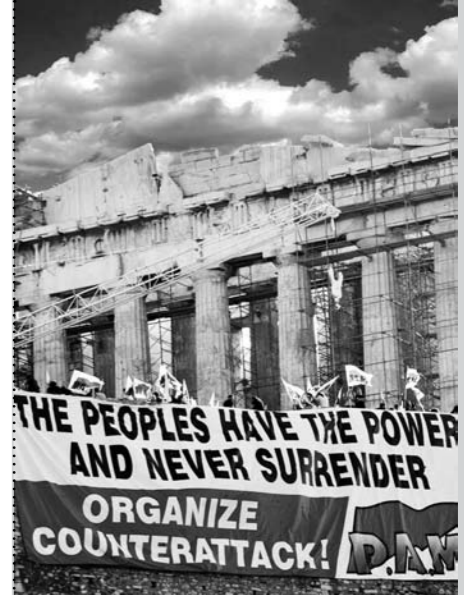
Bien qu'elle se pose différemment qu'en Belgique, la question de l'unité s'est aussi posée en Grèce. Notamment autour de l'attitude sectaire du KKE qui veut apparaître comme ayant le monopole de la combativité. Le KKE a

mis systématiquement des obstacles au rapprochement et à l'unification des différents mouvements: en organisant des cortèges séparés, dans des lieux et sur des parcours différents, en traitant "de haut" le mouvement des indignés, en tenant un langage insultant contre les autres courants de gauche... On peut d'ailleurs s'étonner du soutien qu'il reçoit en Belgique du PTB, dont la courbe rentrante est tellement "coulante" avec les bureaucraties syndicales.

Chez nous, ce seront bientôt les élections sociales et le risque est grand qu'en plus de la question politique décrite ci-dessus, la concurrence idiote et les divergences d'appareils n'empoisonnent la nécessaire unité des travailleurs.

Il semble donc urgent que les travailleurs apprennent le grec! ■

1. Stathis Kouvelakis est professeur de philosophie politique au King's College de Londres, spécialiste de la Grèce. Dans un entretien a été réalisé le 4 novembre 2011 par Sarah Diffalab pour le "Nouvel Observateur" en ligne.
2. Stathis Kouvelakis – *ibidem*



## Le mouvement syndical grec

Héritage de la période des dictatures et de ses syndicats "verticaux," la Grèce d'aujourd'hui compte deux grands syndicats: la GSEE (Confédération Générale du Travail de Grèce) qui regroupe les travailleurs du secteur privé ainsi que ceux des entreprises et des secteurs sous contrôle public (comme les banques, les transports ou les services tels que la distribution d'électricité et d'eau) et l'ADEDY (Confédération des syndicats des fonctionnaires publics) qui représente uniquement les fonctionnaires (enseignants, employés des ministères ou des administrations locales). Ces deux confédérations ont convenu de travailler dans la perspective d'une éventuelle fusion. Un certain nombre d'organismes sont d'ores et déjà dirigés conjointement par les deux confédérations, par exemple l'institut de recherche INE.

Le syndicalisme grec est traditionnellement très politisé, les principaux partis politiques étant représentés directement dans les organisations par le biais de fractions organisées. Les 45 membres du conseil exécutif de la GSEE sont élus lors du congrès sur la base des blocs politiques. Le conseil exécutif élu lors du congrès de mars 2007 compte 21 membres apparentés aux sociaux-démocrates du PASOK, 12 membres de la fraction proche du parti conservateur de la Nouvelle Démocratie (Droite), 9 membres liés au parti communiste et 3 membres d'une fraction autonome. Ces blocs sont représentés dans la direction de la GSEE: son président est issu de la fraction liée au PASOK et son secrétaire de la fraction proche du parti de la Nouvelle Démocratie.

Le Front militant de tous les travailleurs, ou PAME est la fraction syndicale du Parti communiste grec (KKE), fondée le 3 avril 1999, et affiliée depuis 2000 à la Fédération syndicale mondiale. ■

photo 1: Lisa Gouliamaki / AFP / Getty Images www.boston.com/bigpicture/2008/12/2008\_greek\_riots.html — photo 2: http://storify.com/instant\_carma/chronologie-de-la-crise-grecque



# Les chômeurs-euses en ligne de mire

par Céline Caudron

En mai dernier, l'Europe "recommande" à la Belgique de réduire le déficit de manière structurelle, notamment en diminuant les allocations de chômage dans le temps. En fidèles exécutants, les partis en négociation, s'ils insistent sur des nuances, sont tous d'accord sur trois principes: un nouveau renforcement du contrôle et donc des sanctions, la diminution progressive du montant des allocations et la limitation des allocations d'attente.

En juillet, la première version de la "note Di Rupo" annonce déjà des mesures gratinées, entre autres, en matière de chômage. Mais les libéraux flamands et francophones surtout – soutenus en partie par le CD&V et le sp.a – estiment que la note ne va pas encore assez loin. Sans surprise, c'est le même son de cloche que la FEB, qui trouve que la Belgique a un système d'allocation de chômage trop "passif," qu'il faudrait davantage limiter les allocations dans le temps et diminuer leur montant afin "d'encourager la recherche d'un emploi" et l'acceptation "des emplois qui se présentent sur le marché." Du coup, en novembre, Di Rupo propose docilement une nouvelle version de sa note qui fait encore plus plaisir aux patrons.

## Renforcement du contrôle et des sanctions

Les gouvernements successifs n'ont pourtant pas "chômé" pour répondre aux vœux de la FEB. Depuis 2004, avec le plan de renforcement du contrôle des chômeurs/euses, le nombre de sanctions ne cesse d'augmenter et elles sont d'une durée de plus en plus longue. Au cours du premier semestre de cette année, l'Onem a privé temporairement ou définitivement 8.890 demandeurs d'emploi de leur allocation de chômage. C'est un quart de plus que l'an passé. En Wallonie, une majorité d'exclusions sont définitives (53%). Elles touchent principalement les 18-35 ans, les personnes peu scolarisées et les femmes vu que près d'une exclusion sur deux (49%) concerne une famille monoparentale et 13% des cohabitant-e-s, deux "catégories"

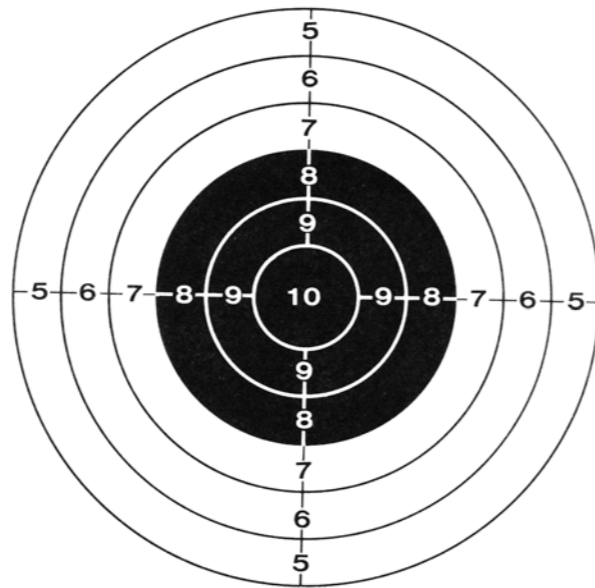
majoritairement féminines.

Avec le récent accord institutionnel sur la réforme de l'Etat, cette politique de "chasse aux chômeurs-euses" va encore s'amplifier. Même si l'assurance-chômage reste en théorie une compétence fédérale, cet accord prévoit le transfert aux Régions d'importants pans de la politique de l'emploi. Les Régions recevront dans le même temps un budget sur la base du critère de l'IPP, ce qui revient à octroyer un bonus ou un malus aux Régions en fonction du taux d'activité. Comme cet accord transfère aussi aux Régions le contrôle de la disponibilité des chômeurs-euses et le pouvoir de sanction, celles-ci seront encouragées à augmenter la pression pour pousser un maximum de personnes à accepter n'importe quel emploi.

Les Régions seront aidées dans leur rôle de gendarme par les mesures proposées dans la note de Di Rupo qui prévoient que la période de disponibilité sur le marché de l'emploi passe à 55 ans en 2013, à 58 ans en 2016, puis jusqu'à l'âge de 60 ans, voire 65 ans là où le niveau de chômage est particulièrement bas. Dans la même veine, la notion d'emploi "convenable" s'étendrait à un rayon de 60 km du domicile (contre 25 km aujourd'hui).

## Dégressivité des allocations

Le montant des allocations est aussi dans la ligne de mire. Selon la note Di Rupo, dès juillet 2012, l'allocation serait relevée à 65% du dernier salaire brut (60% auparavant) pendant la première période de chômage qui serait par contre réduite à trois mois (contre six auparavant et quatre dans la première version de la note). Dès la deuxième période (réduite de 33% par rapport à la situation actuelle et qui varie jusqu'à 3 ans maximum en fonction de la durée de la carrière déjà prestée), l'allocation commencerait à diminuer, jusqu'à une troisième période qui correspondrait à un forfait en fonction



de situation familiale (isolé-e, chef de ménage, cohabitant-e), critère le plus défavorable pour les femmes.

## Limitation des allocations d'attente

La note Di Rupo prévoit aussi que, à partir de janvier 2012, le stage d'attente devienne un "stage d'insertion professionnelle" prolongé à 12 mois (6 à 9 auparavant), avec obligation de démontrer tous les quatre mois des démarches actives de recherche d'emploi. Ce n'est donc qu'après un an et trois évaluations positives que le/la chômeur/euse pourrait bénéficier d'une allocation d'attente. En cas d'évaluation négative, le "stage d'insertion professionnelle" serait prolongé avec une poursuite des évaluations.

En s'attaquant aux allocations d'attente, la note Di Rupo vise particulièrement les jeunes, dont 21% sont sans emploi et qui risquent trois fois plus que les plus âgés de se retrouver au chômage –surtout s'il s'agit de jeunes peu qualifié-es (35,9% des chômeurs en Belgique contre 27,3% de moyenne pour les 15 principaux pays de l'Union Européenne) et de jeunes issu-e-s de l'immigration (39,9% en Belgique contre 30,3% en Europe). Mais les allocations d'attente concernent aussi les chômeurs/euses de plus de 30 ans qui n'ont jamais travaillé ou cotisé assez pour bénéficier du chômage complet. Pour ceux/celles-là, la note Di Rupo prévoit carrément une suppression des allocations d'attente après trois ans. ■

# Grèce: pour un mouvement des femmes contre la dette et l'austerité

par Sonia Mitralias\*

## Pourquoi un mouvement indépendant des femmes contre la dette et les mesures d'austerité?

La crise de la dette et les mesures d'austerité qui en résultent nous frappent en toute priorité, nous les femmes, dans tous les aspects de notre vie. Si nous ne nous organisons pas pour résister, personne d'autre ne le fera à notre place.

## Pourquoi la crise de la dette et les mesures d'austerité frappent-elles spécialement et en toute priorité les femmes?

Avec l'austerité néolibérale et la crise de la dette, l'Etat se décharge de ses obligations de protection sociale pour les transférer aux familles. Les soins aux enfants, aux malades, aux personnes âgées et handicapées, même aux jeunes en détresse et au chômage, passent de la responsabilité de l'Etat à la famille. À l'intérieur de la famille, ce sont les femmes qui portent presque exclusivement la charge – sans rémunération! – de toutes ces obligations sociales fondamentales de l'Etat.

## En d'autres termes, les femmes sont contraintes de se substituer ou plutôt de remplacer l'Etat-providence...

Oui, mais il y a plus que ça. Nous sommes touchées en priorité par les licenciements massifs qui accompagnent le démantèlement ou les privatisations des services publics de protection sociale, parce que nous constituons la grande majorité des salariés de ces services.

Non seulement nous sommes les premières à être licenciées sans absolument aucun espoir de réembauche, surtout si nous sommes mères ou en âge de procréer. Non seulement nous restons en masse chômeuses, surtout les jeunes qui n'ont plus aucun avenir professionnel. Non

seulement nous sommes condamnées à la pauvreté et à la précarité, mais en plus ils nous chargent des tâches et des travaux qui étaient du ressort de l'Etat, avec tout ce que ceci implique comme fatigue, stress, vieillissement prématuré, travail impayé et dépenses supplémentaires!

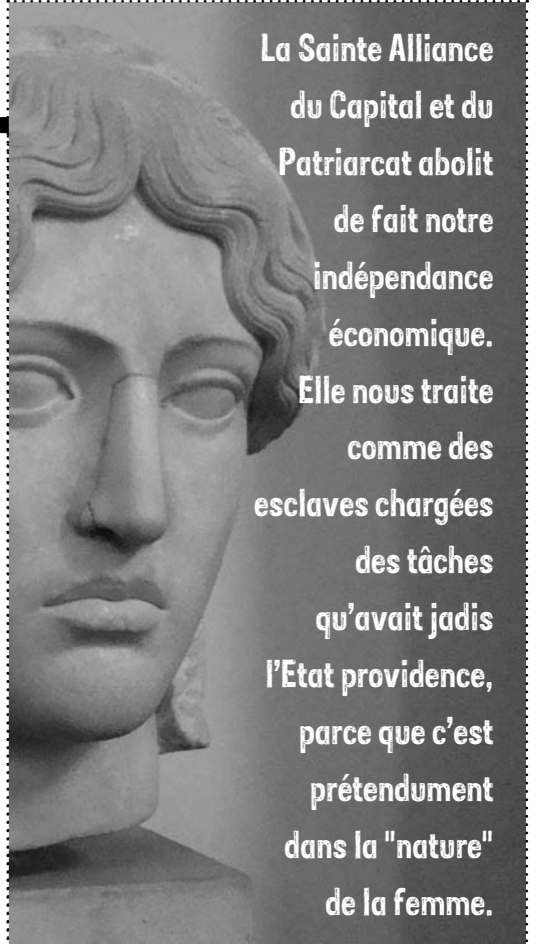
Il y a aussi ceux qui disent, l'Etat en tête, comme d'ailleurs l'Eglise et des gens bien intentionnés, que c'est comme cela que la femme revient à sa vraie mission: se consacrer à sa maison, à sa famille.

Il s'agit d'une propagande au rabais qui a recours aux plus sexistes des clichés réactionnaires, uniquement pour couvrir la férocité de sa politique néolibérale. On assiste ici au mariage des mémorandums du FMI et de la Commission Européenne, qui veulent prétendument nous "moderniser," avec les bastions du patriarcat le plus anachronique et misogyne que sont l'Eglise ou la droite et l'extrême droite.

## S'agit-il seulement d'une propagande ou y a-t-il ici des conséquences pratiques pour les femmes?

Tout ce retour en arrière est accompagné des mesures qui visent à enlever aux femmes les quelques droits et conquêtes obtenus grâce aux luttes de ces dernières décennies. La Sainte Alliance du Capital et du Patriarcat abolit de fait notre droit au travail et donc à l'indépendance économique. Elle nous traite comme des esclaves chargées des tâches et des fonctions qu'avait jadis l'Etat-providence, parce que c'est prétendument dans la "nature" de la femme de servir à la fois de jardin d'enfant, de maison de retraite, d'hôpital, de restaurant, de blanchisserie, d'asile psychiatrique, de cours de soutien scolaire et même d'agence pour l'emploi pour les chômeurs de la famille. Cela sans aucune rémunération et sans la moindre reconnaissance. La femme n'a plus de temps libre pour souffler, pour s'occuper de sa propre personnalité, pour participer activement aux affaires publiques.

La Sainte Alliance du Capital et du Patriarcat abolit de fait notre indépendance économique. Elle nous traite comme des esclaves chargées des tâches qu'avait jadis l'Etat providence, parce que c'est prétendument dans la "nature" de la femme.



## Tout cela doit quand même coûter très cher aux femmes...

Oui. Cette tension quotidienne nous fait vieillir prématurément. Mais il y a plus. Ce sexisme autour de la prétendue "nature féminine" va de pair avec le traitement de la femme comme un être inférieur, dont le corps est considéré comme toujours disponible et sur lequel il est permis à n'importe quel homme de se défouler. Les cas de violence contre les femmes, déjà innombrables, se multiplient à l'époque de capitalisme des mémorandums.

La conclusion est simple: notre résistance envers cette offensive menée contre nous par le gouvernement de la Troïka et des mémorandums passe par notre auto organisation et le développement d'un mouvement indépendant et autonome des femmes contre la dette et l'austerité. ■

\* Réseau Femmes en Mouvement contre la Dette et les Plans d'Austerité en Europe (Grèce)

# La FGTB doit rompre avec le PS et œuvrer à une alternative politique

↳ par Daniel Tanuro

A l'heure où nous écrivons, on ne sait pas si Elio Di Rupo deviendra le Premier Ministre d'un gouvernement néolibéral qui lancera une offensive brutale contre le monde du travail, ou si la droite prendra les choses en mains par un gouvernement d'urgence. Une chose est certaine: les travailleurs-euses ne peuvent pas compter sur le PS. Ils devront lutter durement pour se défendre. Or, il ne suffit pas de lutter: il faut un programme de revendications, une stratégie et une perspective politique. Le mouvement syndical doit élaborer son propre plan d'urgence et susciter la création d'un nouveau parti politique qui se battra pour l'imposer. La gauche syndicale doit prendre la tête de ce combat.

Le PS et le SP.a prétendent devoir assumer la rigueur pour éviter l'austérité. C'est jouer sur les mots: la note Di Rupo était déjà imbuvable, la négociation avec le MR, le VLD, le CdH et le CD&V ne peut déboucher que sur une potion encore plus infecte. C'est clairement ce qui est en train de se passer.

Le PS et le SP.a disent devoir être au gouvernement pour sauver la sécurité sociale fédérale. En réalité, sous couvert de "sauver l'essentiel," cela fait plus de trente ans que les socialistes collaborent à démanteler la Sécu, et ils se préparent à lui porter un nouveau coup.

Ces "socialistes" portent notamment une très lourde responsabilité dans la chasse aux chômeurs et aux chômeuses. Dès 1980, le ministre Dewulf créait les catégories "isolé," "cohabitant" et "chef de ménage." Ses amis Vandebroucke et Vande Lanotte ont ensuite rivalisé d'ingéniosité pour détricoter le caractère d'assurance de la Sécu.

## Social-libéralisme

Avec ce qui se prépare, ce sera la troisième fois depuis qu'ils sont revenus au pouvoir en 1987 que les partis "socialistes"

collaborent à une attaque frontale contre les travailleurs, les travailleuses (avec ou sans emploi) et leurs organisations syndicales.

En 1993, c'était le Plan Global. En 2005, c'était le Pacte des Générations. Chaque fois, le PS et le SP.a se sont tournés contre les victimes de la crise, mobilisées pour protéger leurs acquis. Avant cela, sous le gouvernement de droite Martens-Gol, ils étaient restés "au balcon" pendant que les syndicalistes de la FGTB luttèrent contre les sauts d'index.

Cette fois, non seulement la famille socialiste négocie la formation d'un gouvernement antisocial, mais en plus elle brigue le poste de Premier Ministre. Non seulement elle accepte les règles de la compétitivité capitaliste, mais en plus elle s'aplatit complètement devant les banquiers, le FMI, la Commission Européenne et les agences de notation, qui dictent leur loi aux parlements.

La Belgique n'est pas un cas isolé. Cela fait plus de trente ans que les PS de tous les pays gèrent la crise capitaliste sur le dos des exploité-e-s et des opprimé-e-s. Ils ont construit l'Union Européenne, cette machine de guerre contre le monde du travail. En Grèce, en Espagne, au Portugal, ils imposent une régression sociale sans pitié, qui aggrave la crise. Sans parler du dictateur tunisien Ben Ali, jadis vice-président de l'Internationale Socialiste...

Les PS ne sont plus sociaux-démocrates, mais sociaux-libéraux. Leur politique fait le jeu du patronat et de la droite qui, tôt ou tard, pourra ainsi revenir seule au pouvoir – comme en Espagne, au Portugal, en Grande-Bretagne... Elle fait le jeu aussi de la droite extrême, des populistes et de l'extrême-droite. Il est temps pour la FGTB de l'admettre et d'en tirer toutes les conséquences.

## Alternative politique

Premièrement, dans l'intérêt de ses affilié-e-s, le syndicat doit rompre

publiquement avec le PS et le SP.a. Anne Demelenne et Rudi De Leeuw doivent claquer la porte des Bureaux du PS et du SP.a, dont ils sont membres, et le faire savoir largement. On ne peut pas être à la fois dans la rue et siéger à la direction de partis qui affrontent la rue.

Deuxièmement, la stratégie de la pression sur les "amis politiques" n'a plus aucun sens. Il en faut une autre car, en fin de compte, le programme syndical, pour être appliqué, nécessite des décisions politiques. Dans l'intérêt de ses affilié-e-s, le syndicat doit donc œuvrer à la création d'une alternative politique.

La FGTB est la mieux placée pour prendre l'initiative, parce qu'elle compte encore des milliers de militant-e-s et de délégué-e-s qui ont des repères de gauche – ceux de sa Déclaration de principes – et une conscience de classe. Ils et elles constituent l'avant-garde de notre mouvement ouvrier.

Comment faire? Il n'est pas question de transformer le syndicat en parti, ni de tomber d'une dépendance politique dans une autre. Au contraire, le syndicat doit être plus que jamais indépendant de tout parti. Mais il peut avancer un programme anticapitaliste et appeler celles et ceux qui le soutiennent à se rassembler pour le propager, dans les luttes et dans la population en général, notamment lors des élections.

## Intérêts de classe

Il ne s'agit pas de créer "le parti de la FGTB" mais de forger un levier pour l'unité, par-delà les piliers. La FGTB n'est pas la seule à souffrir de l'absence de prolongement politique: la CSC en a encore moins. En Flandre, via le Mouvement Ouvrier Chrétien (ACW), elle reste liée au CD&V. En Belgique francophone, une partie du MOC reste liée au CdH; une autre, qui a cru trouver une alternative chez ECOLO, constate que les Verts aussi sont convertis au néolibéralisme...

Dans les centrales chrétiennes des employés (LBC et CNE), dans certaines organisations du MOC (Vie Féminine, par exemple), des militant-e-s cherchent une alternative. L'affaire ARCO ouvre les yeux à beaucoup sur les dangers de la cogestion du capitalisme. En rompant avec le PS pour lancer une initiative politique non sectaire, visant uniquement à défendre les intérêts des travailleur-euse-s dans leur ensemble, la FGTB encouragera des fractions du mouvement ouvrier chrétien à prendre elles aussi leurs responsabilités politiques. Ce serait un tremblement de terre qui déstabiliserait toute la droite.

Il ne s'agit pas de créer un "parti syndical." Ce devrait être le parti non seulement des syndiqué-e-s mais aussi des sans papiers, des sans abri, des sans emploi, des sans droits. Le parti des femmes et des jeunes. Le parti de celles et ceux qui en ont assez de la marchandisation, du pillage du Sud et de la destruction de l'environnement. S'il réussit à amorcer le mouvement, ce parti gagnera une assise sociale de plus en plus large.

Il ne s'agit pas de créer un parti au sens traditionnel – un instrument aux mains de politiciens professionnels – mais de permettre à la base sociale d'intervenir dans l'arène politique pour défendre ses intérêts de classe. Cela requiert une formation d'un nouveau type: un parti d'Indigné-e-s; un parti-mouvement contrôlé démocratiquement; un parti de la solidarité, refuge contre l'individualisme et l'arrivisme; un parti de l'émancipation, digne de deux siècles de luttes sociales; un parti de l'égalité, refusant le sexisme et le racisme; un parti qui refusera toute cogestion du système et mettra à son drapeau la rupture avec le capitalisme, dans le cadre d'une autre Europe.

Est-ce facile? Non! Mais quelles sont les alternatives? Rester lié au PS? C'est se couler avec lui, tôt ou tard. Se borner au syndicalisme pur? C'est permettre à la classe dominante d'utiliser le pouvoir politique pour ramener le monde du travail au 19e siècle, en s'appuyant sur la dégradation des rapports de forces entre patrons et syndicats dans les entreprises.

## Unité et radicalité

Une alternative politique digne de ce nom ne peut naître que de la lutte unie contre l'austérité. La gauche syndicale a un rôle crucial à jouer car les bureaucraties ne se battront pas jusqu'au bout. La direction de la CSC accepte que "tous doivent faire des efforts." Cette même conception

domine aussi au sommet de la FGTB. De plus, la division ronge chaque syndicat de l'intérieur: public contre privé, ouvriers contre employés, francophones contre Flamands... Sans compter les ravages du racisme, ou la coupure entre les jeunes précarisé-e-s et leurs aîné-e-s...

Comment à la fois unifier et radicaliser le combat? Tel est le problème stratégique posé à la gauche. Une partie de la solution réside dans le fait que la crise de la dette publique sert de prétexte à une austérité qui est imposée au mépris de toute démocratie. Or, cette dette est une arnaque.

L'Etat a perdu au moins 7 milliards dans le "sauvetage" en 2008 de Fortis, Dexia et Cie. Dexia vient d'être rachetée par l'Etat pour quatre milliards (trois fois sa valeur). Produits de spéculations débridées, les titres toxiques sont stockés dans des banques pourries qui ont la garantie de la collectivité. ArcelorMittal et d'innombrables entreprises qui ont reçu des cadeaux de l'Etat mettent la clé sous la paillasse à leur guise...

On pourrait multiplier ces exemples. Pourquoi les travailleur-euse-s devraient-ils se serrer la ceinture pour permettre aux banquiers de continuer à s'enrichir? Pourquoi devraient-ils s'incliner devant cette dictature de la finance? C'est inacceptable! Indignons-nous! Exigeons de contrôler la facture! Imposons un moratoire sur le remboursement de la dette! Organisons un audit syndical et citoyen de la dette publique! Réclamons l'annulation des dettes illégitimes!

Une vaste "opération vérité" dénonçant l'arnaque de la dette: voilà, pour la gauche syndicale, le moyen par excellence pour unifier le monde du travail et l'amener, par la mobilisation, vers les solutions anticapitalistes indispensables que sont la nationalisation sans indemnité ni rachat des banques et de l'énergie, dans le cadre d'une autre Europe.

Quand chaque victime de la crise verra clairement que c'est pour engraisser les banques qu'elle vit de plus en plus mal et que ses enfants vivront encore plus mal, alors, les deux millions et demi de syndiqué-e-s de ce pays s'uniront en une force invincible et leur nouveau parti se construira sur le socle de granit de leur mobilisation. ■

# FGTB

# BANQUIERS VOLEURS, PATRONS ESCROCS, GOUVERNEMENTS COMPLICES



1. 2000-2007: les banques US ne savent plus quoi faire de leur fric. Elles gonflent les prêts hypothécaires aux particuliers.



2. Les banques transforment ces créances en titres achetés par d'autres banques, qui spéculent sur le fait que l'immobilier continuera de monter.

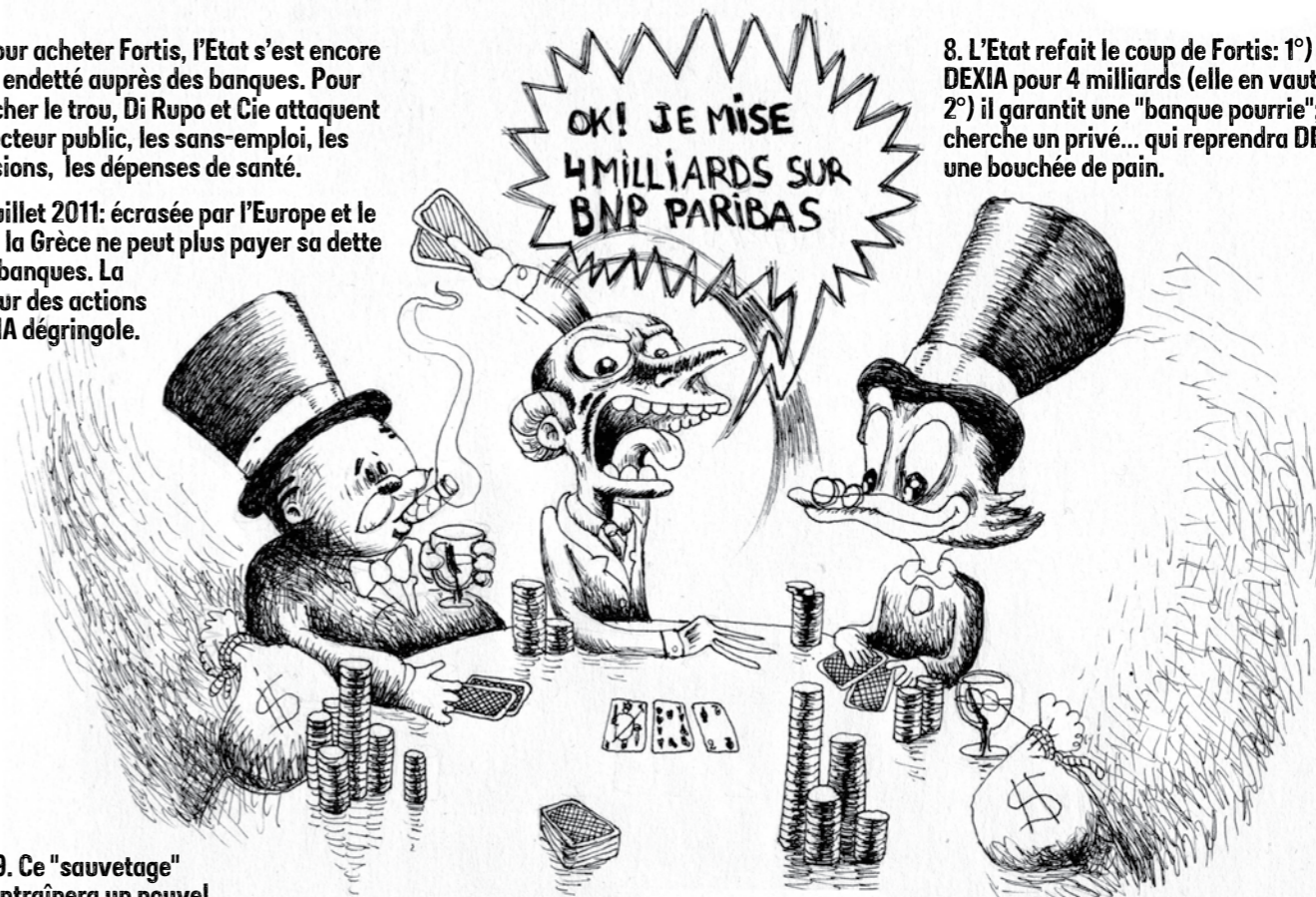
3. 2008: l'immobilier s'effondre. Les titres deviennent "toxiques." Dans le monde entier, des banques risquent de capoter.

4. L'Etat belge achète des actions DEXIA pour 2,2 milliards, rachète 100% de Fortis Banque pour 9,4 milliards et garantit les "titres toxiques" stockés dans une "banque pourrie."

5. Mars 2009. L'Etat échange 75% de Fortis contre des actions BNP Paribas valant 2,6 milliards, et perd 4 milliards. Reynders parle d'une "bonne affaire"...

6. Pour acheter Fortis, l'Etat s'est encore plus endetté auprès des banques. Pour boucher le trou, Di Rupo et Cie attaquent le secteur public, les sans-emploi, les pensions, les dépenses de santé.

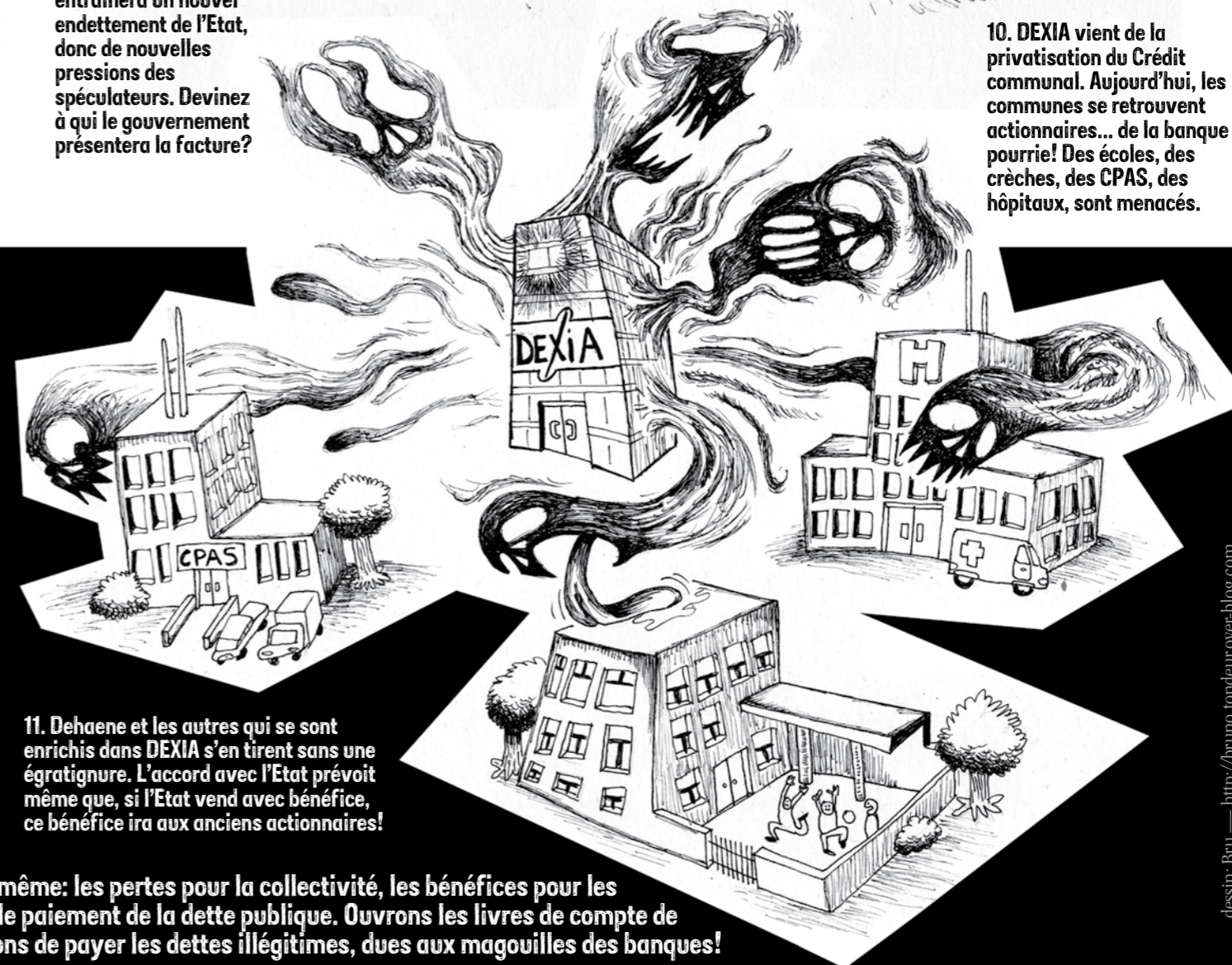
7. Juillet 2011: écrasée par l'Europe et le FMI, la Grèce ne peut plus payer sa dette aux banques. La valeur des actions DEXIA dégringole.



9. Ce "sauvetage" entrainera un nouvel endettement de l'Etat, donc de nouvelles pressions des spéculateurs. Devinez à qui le gouvernement présentera la facture?

8. L'Etat refait le coup de Fortis: 1°) il rachète DEXIA pour 4 milliards (elle en vaut 1,6); 2°) il garantit une "banque pourrie"; 3°) il cherche un privé... qui reprendra DEXIA pour une bouchée de pain.

10. DEXIA vient de la privatisation du Crédit communal. Aujourd'hui, les communes se retrouvent actionnaires... de la banque pourrie! Des écoles, des crèches, des CPAS, des hôpitaux, sont menacés.



11. Dehaene et les autres qui se sont enrichis dans DEXIA s'en tirent sans une égratignure. L'accord avec l'Etat prévoit même que, si l'Etat vend avec bénéfice, ce bénéfice ira aux anciens actionnaires!

## CA SUFFIT! INDIGNONS-NOUS!

On pourrait raconter la même histoire pour ArcelorMittal. La logique est partout la même: les pertes pour la collectivité, les bénéfices pour les financiers. Ne nous laissons plus faire. Unissons-nous! Exigeons un moratoire sur le paiement de la dette publique. Ouvrons les livres de compte de la dette. Avec nos syndicats, nos associations, organisons un audit citoyen. Refusons de payer les dettes illégitimes, dues aux magouilles des banques!

[www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be)

**LCR**  
la gauche

# L'obscur petit secret des banques européennes

par Daniel Munevar

Face à la récente volatilité des marchés financiers, toute l'attention s'est centrée sur le comportement des bourses et l'évolution de la crise de la dette en Europe. Les marchés ont en effet vivement réagi aux signaux de plus en plus clairs indiquant que la restructuration de la dette de la périphérie européenne n'est qu'une question de temps. Néanmoins la majorité des médias et spécialistes font l'impasse sur un facteur clé de la vulnérabilité du système financier européen et global, à savoir la dépendance des banques vis-à-vis d'un financement à court terme libellé en dollars.

## Titres toxiques, SWAPS et MMF

Pour comprendre l'origine de cette dépendance et son ampleur, il faut remonter au début de la bulle des subprime aux États-Unis. On le sait, les banques européennes ont été parmi les plus avides acquéreurs de ces titres hypothécaires toxiques ayant vu le jour aux États-Unis au cours de la dernière décennie. Ce qui a provoqué une augmentation des positions des banques européennes hors d'Europe, qui sont passées de 16 % du PIB global en 2000 à 35 % en 2007. La moitié de cette hausse est liée à des actifs libellés en dollars et d'autres monnaies que l'euro.

N'ayant pas directement accès aux dollars dont elles avaient besoin pour financer cette expansion, les banques européennes se sont vues dans l'obligation d'avoir de plus en plus recours à des swaps<sup>1</sup> à court terme sur les marchés de devises et à obtenir des financements à travers les Money Market Funds (MMF<sup>2</sup>). L'utilisation de ce type de mécanisme à court terme a posé un problème supplémentaire lié à la différence d'échéances concernant les obligations. Alors que les actifs en dollars étaient à long terme, comme dans le cas des produits structurés comprenant des crédits hypothécaires subprime, le financement utilisé était lui à court terme. Cela impliquait pour les banques une stratégie de financement consistant à constamment renouveler leurs positions en dollars sur les marchés de swaps et les MMF, stratégie

hautement rentable lorsque deux conditions étaient réunies: il fallait ainsi d'une part un différentiel positif élevé entre le coût du financement à court terme libellé en dollars et le rendement des actifs de long terme acquis par les banques et d'autre part les banques devaient pouvoir accéder de façon stable, prévisible et régulière aux marchés de swaps et de MMF.

Ce système a relativement bien fonctionné jusqu'à l'éclatement de la bulle des subprimes et l'effondrement de Lehman Brothers. Celui-ci a en effet entraîné le blocage immédiat du marché interbancaire en raison de l'incertitude liée à la perspective d'une insolvabilité généralisée. La situation n'a pu être débloquée que par une déclaration de la Réserve fédérale<sup>3</sup> annonçant sa disposition à assurer tous les avoirs de tous les MMF, ce qui a calmé les investisseurs.

## Financement alternatif

Les banques européennes, quant à elles, n'ont pas seulement vu s'effondrer la valeur de leurs actifs libellés en dollars. Elles se sont vues aussi dans l'obligation de chercher des sources de financement alternatif pour soutenir leurs positions en dollars. Devant la possibilité que ces banques soient obligées de liquider leurs positions en dollars, accélérant ainsi la chute des prix des produits toxiques, la Réserve fédérale s'est mise d'accord avec les principales banques centrales, parmi lesquelles la Banque centrale européenne (BCE), la Banque d'Angleterre et la Banque nationale suisse, pour octroyer des lignes directes de swaps<sup>4</sup>. Cette nouvelle source de financement en dollars a permis aux banques centrales d'Europe de répartir à leur tour ces dollars entre les banques privées, évitant ainsi une plus grande contagion de la panique. Par cette action, la Réserve fédérale est de fait devenue le prêteur en dernier ressort du système financier global.

Qu'est-ce que cet événement a à voir avec la situation actuelle du système financier européen? Le fait est qu'une fois la panique initiale passée et avec le retour progressif à une stabilisation des marchés

interbancaires, les banques européennes ont renoué avec leurs anciennes mauvaises habitudes. Elles n'ont pas liquidé leurs positions en dollars pour diminuer leur vulnérabilité mais ont recommencé à avoir régulièrement recours aux swaps et aux MMF pour financer leurs positions.

La capacité des banques européennes d'avoir régulièrement accès à des dollars est un élément clé de la stabilité du système financier européen et même global. C'est là l'obscur petit secret des banques européennes. Un blocage imprévu des marchés de financement à court terme libellés en dollars représente une sérieuse menace pour la solvabilité des banques du Vieux Continent exposées aux marchés financiers des États-Unis. Au cours des dernières semaines, si le robinet n'a pas été fermé, elles ont vu leurs conditions d'accès à ce type de financement se dégrader progressivement. La raison de cette détérioration est liée à la sérieuse menace que représente pour la solvabilité des principales banques européennes le défaut d'un ou plusieurs pays de la périphérie européenne.

## La BCE dépourvue

Il découle de ce constat que face à un nouveau blocage du marché interbancaire, la Banque centrale européenne comme la Banque d'Angleterre et la Banque nationale suisse se trouvent complètement dépourvues. Alors que la BCE peut acheter des titres de la dette grecque ou portugaise pour réduire les taux d'intérêt et ainsi éviter l'effondrement des finances de ces pays<sup>5</sup> ou accorder des lignes de crédit en euros à des banques en difficulté, elle ne peut absolument rien pour venir en aide aux banques qui éprouvent des difficultés à financer leurs positions en dollars. Lors d'un nouvel épisode de panique financière, les banques centrales mentionnées dépendent de la bonne volonté de la Réserve fédérale pour que celle-ci établisse de nouvelles lignes illimitées de swaps afin d'éviter l'effondrement des principales institutions financières européennes.

Etant donné les conséquences suffisamment graves que cela aurait, il y

à tout lieu d'envisager un scénario dans lequel la FED n'étendrait pas les lignes de crédit en question. Au vu de la possibilité que les banques européennes éprouvent à nouveau des difficultés à financer leurs positions en dollars, la Réserve fédérale de New York<sup>6</sup> a accru sa vigilance pour agir en cas de problème. Néanmoins, la FED ne peut désormais plus établir des lignes de swaps illimités avec d'autres banques centrales d'Europe sans l'aval du Congrès. En raison de la rapidité de contagion des épisodes de panique financière, cette limitation est susceptible d'entraîner le blocage des marchés à court terme en dollars. Pour comprendre correctement l'évolution de la crise, l'attention doit se focaliser non sur les bourses mais sur l'évolution des marchés de crédit interbancaire, où les premiers signaux d'alerte sont déjà passés au rouge. ■

Repris du site du CADTM. Traduit par Virginie de Romanet en collaboration avec Stéphanie Jacquemont

1. Le swap de devises (ou swap de taux d'intérêt et de devises) est un accord conclu entre deux parties qui s'échangent un montant déterminé de devises étrangères et s'engagent mutuellement à effectuer régulièrement des paiements correspondant aux intérêts ainsi qu'à se rendre le montant échangé à une échéance déterminée. Voir [http://fr.wikipedia.org/wiki/Swap\\_d...](http://fr.wikipedia.org/wiki/Swap_d...) (NDT)
2. Les MMF sont des fonds mutuels qui investissent dans des titres de dette à court terme jugés comme sûrs, comme les titres de la dette des États-Unis ou des billets de trésorerie. Ces fonds jouent un rôle central dans l'approvisionnement en liquidités pour les marchés de bons à court terme. Voir <http://www.sec.gov/answers/mfmmkt.htm>
3. La Réserve fédérale, aussi appelée FED, est la banque centrale des États-Unis (NdT).
4. Credit Default Swaps (CDS) il s'agit d'un produit dérivé qui est une assurance contre le non paiement d'une dette. Ce marché a été multiplié par 11 entre 2000 et 2007 (NdT).
5. L'achat de titres de la dette de pays de la périphérie par la Banque centrale européenne a lieu sur le marché secondaire et a essentiellement pour but, non de baisser les taux d'intérêt payés par les gouvernements de ces pays, mais de sauver la mise des banques exposées sur ce type de dettes souveraines. Pour plus de détails, voir Eric Toussaint, "L'œil du cyclone: la crise de la dette dans l'Union européenne" <http://www.cadtm.org/Dans-l-oeil-du...> (NDT)
6. La Réserve fédérale de New York est l'une des douze Réserves régionales du système de Réserve fédérale (NDT).

image crédit

photomontage: Little Shiva





# Cockerill, c'est à nous!

↳ par Denis Horman

12 octobre 2011: l'annonce, par la direction d'ArcelorMittal, de la fermeture de la phase liquide de la sidérurgie liégeoise a été ressentie comme un véritable cataclysme social pour la région. Au-delà de quelque 580 travailleurs directement touchés, ce sont plus de 1500 emplois (filiales, sous-traitants...) qui sont sur un siège éjectable. Et si l'on parle de l'ensemble de la sidérurgie liégeoise – car, sans "le chaud," la phase à froid serait quasi condamnée à terme – ce sont 10 000 emplois directs et indirects qui disparaîtront, 10 000 familles qui seront touchées.

Et dire que la veille de ce coup de force, Mittal annonçait l'embauche de 20 travailleurs sur les lignes qu'il allait supprimer!

## Nous sommes tous des Liégeois

"En 2008, ArcelorMittal signait un protocole d'accord avec les représentants syndicaux de différents sites de production en Europe. Il n'y avait pas question de fermetures, mais bien de maintien et modernisation de l'outil, d'investissements..." rappelle Nico Cué, secrétaire général de la FGTB Métal Wallonie-Bruxelles. "On sait ce qu'il en est aujourd'hui. On sait com-

ment Mittal considère les engagements pris." Aujourd'hui, 9 hauts fourneaux européens sont à l'arrêt et d'autres vont suivre avec des menaces de licenciements à la clé.

Au Luxembourg, ArcelorMittal décrète la fermeture "provisoire" de l'aciérie et de l'un des deux laminoirs de Schiffange. En France, après l'extinction du site de Gandrange, le couperet est tombé sur le site de Florange-Hayange: 1.100 ouvriers se retrouvent au chômage technique et au moins 400 intérimaires voient leur contrat résilié. Dans le cadre d'une stratégie bien établie, le géant de l'acier accroît son recours au travail intérimaire et à la sous-traitance, sans se soucier ni de la dégradation des conditions de travail ni des accidents, tout en amplifiant les cadences de travail.

Depuis 2006, ArcelorMittal a supprimé plus de 30 000 emplois en Europe. Même dans un pays comme la Tchéquie, où le coût de la main d'œuvre n'est pas spécialement élevé, l'emploi est passé de 20 000 à 9000 salariés.

De ses bénéficiaires faramineux (un bénéfice net de 238 milliards de dollars pour l'ensemble du groupe depuis 2007), Mittal n'investit plus un centime dans ses installations européennes, même plus dans la maintenance des outils. "La ges-

tion industrielle de la multinationale est désastreuse," déclare la Fédération Européenne des Métallurgistes (FEM); "elle est devenue une gestion exclusivement financière et qui vise la maximisation du cash."

"La stratégie d'ArcelorMittal en Europe, c'est de siphonner le cash réalisé dans les sites européens, c'est de presser les travailleurs des différents sites comme des citrons pour investir sur d'autres continents et profiter d'une main d'œuvre docile et bon marché," tient à préciser Nico Cué; "on comprend également pourquoi ArcelorMittal achète des mines de charbon et de minerais, construit des aciéries au Brésil où la forêt tropicale fournit du charbon de bois à bas coût."

Il s'agit, pour le premier aciériste mondial, de fermer les usines dites non rentables et de concentrer la production vers les côtes, près de ports, tout en délocalisant en direction des pays émergents.

Mittal commence par Liège, avec la phase liquide dont il a décrété la fermeture. Pourtant celle-ci lui a encore rapporté un bénéfice de 35 millions d'euros en 2010.

## 7 décembre: ensemble, le même jour, dans toute l'Europe

Le 24 octobre, deux jours avant la manifestation des 8000 à Seraing, en

soutien aux sidérurgistes, plus de 60 représentants syndicaux et membres de comités d'entreprises, venus de différents sites de production d'ArcelorMittal en Europe, se réunissaient à Bruxelles, sous l'égide de la Fédération européenne des métallurgistes (FEM).

"On a eu le sentiment de vivre un moment historique," déclarait la délégation syndicale d'ArcelorMittal Liège: "L'enjeu, c'est de développer une stratégie commune, une réponse forte à ce que les travailleurs sont en train de se prendre dans les gencives en ce moment."

Lors de cette réunion, les délégations des différents sites ont décidé la mise en place d'un groupe de travail "pour développer les alternatives syndicales à la stratégie actuellement poursuivie par la direction d'ArcelorMittal." De même, fut décidée une journée d'action européenne, le même jour, le 7 décembre. La mobilisation prendra différentes formes selon les pays: grève de 24 heures, débrayages, manifestations, assemblées du personnel... Car, les législations ne sont pas les mêmes dans tous les pays. "Ceux qui croyaient que le droit de grève était garanti dans la Charte européenne en sont presque tombés de leur chaise; mais, dans tous les cas," souligne Nico Cué, "Mittal le sentira passer: il y aura perturbation et baisse de la production dans l'ensemble des sites européens, équivalent à une journée de production."

En Belgique, c'est à Liège que se déroulera une grande manifestation, en Front commun syndical, sous le leitmotiv: "Cockerill, c'est à nous." La FGTB Liège-Huy-Waremme en appelle d'ores et déjà, pour le 7 décembre, à une grève régionale interprofessionnelle de 24 heures, dans le privé et le public.

Dans son tract d'appel à cette journée de mobilisation, rédigé dans plusieurs langues, la Fédération Européenne des Métallurgistes (FEM) "appelle les salariés d'ArcelorMittal et de ses sous-traitants à une mobilisation européenne solidaire pour s'opposer aux fermetures d'outils, aux plans de restructuration et aux suppressions d'emplois qui, à terme, menacent la viabilité du 1er sidérurgiste européen." La FEM "demande le respect des engagements et des accords pris, depuis la fusion Arcelor et Mittal de 2006 (...), le respect des droits à l'information et à la consultation au niveau national et européen, en termes notamment d'une véritable prise en

compte des solutions alternatives, proposées par les représentants des salariés, pour pérenniser les sites."

"Cette action européenne sera une véritable première," souligne Nico Cué. "Mais, il y a déjà eu un précédent qui nous a ouvert les yeux et qui nous a servi d'école. C'est l'action commune entre les travailleurs de cinq sites, de France et Belgique. Il s'agit d'Aperam, la division acier inoxydable d'Arcelor Mittal. Ils se sont battus ensemble pour une revalorisation salariale et un partage de la production entre les cinq sites."

## Cockerill, c'est à nous

Les délégations syndicales FGTB-MWB et CSC Meta d'ArcelorMittal Liège, dans un front commun bien soudé, sont sur la même longueur d'ondes.

"Si Mittal décide de nous traiter comme de la merde, qu'il dégage." Et Robert Rouzeeuw, délégué principal FGTB de continuer: "Nous, on se battra pour reprendre notre avenir en main. On n'est pas condamné à se laisser dépouiller par les financiers et les actionnaires. Le savoir-faire, la maîtrise technique, la production, la qualité, c'est nous. Ce sont les travailleurs. Ces outils sont les nôtres, et on a l'intention de continuer à les faire vivre, et nous en même temps."

"On va aller jusqu'au bout." Et David Camerini, délégué principal CSC de continuer: "On ne veut pas entendre parler de fermeture. Et on ne veut aucun licenciement sec. Tout cela dans le cadre d'une sidérurgie intégrée (...). Si ce n'est pas via un opérateur privé, que la Région Wallonne s'engage. On doit tenter toutes les possibilités, y compris celle de réquisitionner l'outil."

A Liège, suite à l'annonce de la fermeture de la phase liquide, les discussions ont démarré, dans le cadre de la "procédure Renault." "Cette procédure nous donne du temps pour faire la démonstration que la fermeture du "chaud" à Liège ne se justifie pas et pour proposer des alternatives à cette fermeture," mais, souligne Nico Cué, "il n'y a, en cela, rien de contraignant pour la direction."

Au nom de la Centrale des Métallos FGTB Wallonie-Bruxelles, Nico Cué, son secrétaire général, a lancé le mot d'ordre de "nationalisation" (réappropriation, réquisition ou mise sous statut public) d'ArcelorMittal Liège-Charleroi, dont le propriétaire

devrait être la Région wallonne.

## Cette proposition est reprise par la FGTB wallonne.

Faut-il rappeler que fin des années 1990, l'entreprise Cockerill-Sambre, mise sous statut public (Région Wallonne), était redevenue bénéficiaire, avant d'être privatisée, vendue au groupe français Usinor en 1999.

Pour les centrales des Métallos (Province de Liège), FGTB-CSC, ouvriers et employés, "les conditions d'une réorientation existent, avec l'appui de la Région Wallonne. Ce que produit le bassin liégeois, tant en termes de qualité que de coût, est à plusieurs titres, exceptionnel. Le centre de recherche liégeois est le meilleur du groupe. Liège est, encore aujourd'hui, le seul pôle industriel capable de produire certains aciers de haute technologie..."

Et le pouvoir politique, la Région wallonne dans tout ça? "Pour le moment, dans les discussions avec les politiques, il y a quelque chose qui bloque," reconnaît Robert Rouzeeuw, délégué principal FGTB MWB, ArcelorMittal Liège. "On nous dit que Mittal ne veut pas vendre, qu'il ne veut pas céder. Et, en plus, il se permet de dire qu'il ne veut pas rembourser les cadeaux qu'il a reçus."

Pour l'année 2010, le groupe ArcelorMittal dégageait en Belgique un bénéfice de 1,394 milliards. Et il a pu déduire 1,394 milliard d'intérêts notionnels. Il a payé zéro euro d'impôts!

"La mise sous statut public, sans indemnités ni rachat, ne serait que justice," reconnaît Nico Cué, "mais cela implique la construction d'un rapport de force, d'un plan de mobilisation sectoriel, interprofessionnel, en Front commun syndical et qui, aujourd'hui, face à la stratégie européenne de Mittal, doit impliquer de plus en plus les syndicalistes, les travailleurs des différents sites européens."

Un plan de mobilisation d'autant plus urgent et radical, qu'ainsi que le constate le secrétaire général des Métallos FGTB Métal, "le parti socialiste s'engage sur la voie d'une austérité budgétaire, d'une offensive antisociale pire que la loi unique de 1960, que le plan global de 1993 ou le pacte 'anti-génération'." ■



photomontage: Little Shiva

# Le procès de l'amiante, enfin!

par Leen Van Aken\*

Le 24 octobre 2011, à Bruxelles, a commencé le grand procès de l'amiante. Pour les plaignants, Eternit a continué à produire alors qu'elle savait la nocivité du produit. Les fibres d'amiante provoquent le mésothéliome pleural, ou cancer de la plèvre. Ses effets mortels sont connus avec certitude depuis 1964. Mais de nombreuses études avaient révélé dès les années 1920 que l'amiante est mortel.

## Eternit assassin

Un riche entrepreneur ayant fait fortune dans le sucre, Alphonse Emsens, a fondé Eternit en 1898. Dans des procès récents aux Pays-Bas, Eternit a affirmé que toutes les entreprises avec ce nom travaillaient de façon indépendante et que le danger de l'amiante n'a été établi que dans les années septante. Or, dès 1929, les fabricants d'amiante, dont Eternit, avaient constitué un cartel au sein duquel ils échangeaient leurs connaissances sur ce danger. En réalité, la famille Emsens et les actionnaires ont fait fortune en y exposant les travailleurs. Dans son usine de Kapelle-op-den-Bos, Eternit a utilisé l'amiante jusqu'en 1994, quatre ans avant l'interdiction totale de ce produit en Belgique.

A Targia, en Sicile, l'usine d'Eternit a été fermée en 1995. Karel Vink, devenu plus tard patron de la SNCB, l'a dirigée de 1973 à 1975. Début 2009, quelques travailleurs ont intenté un procès à la compagnie. Vink et sept autres dirigeants ont été condamnés en première instance pour homicide involontaire, mais ils ont été acquittés en appel. Vink a affirmé ne pas avoir eu connaissance de la cancérogénicité de l'amiante.

C'est maintenant le tribunal de Turin qui s'occupe de la contamination par l'amiante en Italie. En décembre 2009 il a ouvert un dossier impressionnant avec 3.000 parties civiles, dont des communes... car Eternit-Italie avait distribué gratuitement de l'amiante aux



travailleurs, aux habitants alentour et aux municipalités. Il est requis vingt ans de prison contre les deux accusés, Louis de Cartier de Marchienne et Stephan Schmidheiny, responsables des départements belge et suisse d'Eternit. Pour la jurisprudence italienne, l'infraction continue: tant que les impacts ne sont pas arrêtés, il n'y a pas prescription.

Aux Etats-Unis il y a au moins 200.000 demandes d'indemnisation. C'est aussi le cas dans d'autres pays européens comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Pays-Bas. Une telle chose semblait jusqu'ici impossible en Belgique et en Suisse (où se trouve le siège d'Eternit). Le procès de l'amiante qui vient de commencer est le tout premier dans son genre.

## Loi du silence

Pourquoi a-t-il fallu attendre si longtemps? Une première raison est le délai de prescription: chez nous, si le cancer ne se manifeste que vingt ou trente ans après le contact avec l'amiante, la cause est prescrite.

Mais une raison plus importante est qu'un représentant de la compagnie a visité les victimes en leur proposant un chèque de 40.000 €. Ceux qui acceptaient devaient signer un contrat promettant de ne faire aucune réclamation. Celui qui sait qu'il n'a plus que 12 mois à vivre choisit de laisser cette somme d'argent à sa famille plutôt que d'entamer un long procès.

Il fallait donc beaucoup de courage pour briser la loi du silence et entamer ce procès. Le père et le grand-père du plaignant ont également travaillé à Eternit. Le père, ingénieur, n'a jamais été informé des dangers. Il est décédé en 1987. La mère, sans

méfiance, laissait jouer ses cinq fils sur les tas de déchets de l'entreprise. Deux d'entre eux sont décédés d'un mésothéliome.

## Le pollueur ne paie pas

Initialement les travailleurs malades pouvaient compter sur le fonds des maladies professionnelles mais, depuis 2007, existe un fonds amiante... auquel Eternit et le secteur de l'amiante ne contribuent pratiquement pas. Le fonds est alimenté par des recettes de la TVA et les cotisations sociales de toutes les entreprises, qu'elles produisent ou non de l'amiante. Plus grave: celui qui fait appel au fonds ne peut introduire une plainte en justice. En fait, le fonds amiante protège ceux qui ont fui leurs responsabilités pendant des années. Ces quatre dernières années, il a été utilisé dans 1.043 cas.

Des milliers d'écoles, de crèches, des mouvements de jeunesse, des organisations sportives sont logées dans des pièces construites avec des plaques d'Eternit. Il y a de l'amiante dans d'innombrables foyers. On imagine les dégâts à venir... Mais le gouvernement reste honteusement silencieux car il craint le coût énorme de rénovations coûteuses.

La famille Emsens fait toujours partie des 25 familles les plus riches de Belgique. Aujourd'hui encore, de nouvelles mines d'amiante sont ouvertes, entre autres au Canada, en Inde et au Zimbabwe. ■

Traduction du néerlandais par Rafik Kbalifaoui, raccourci par la rédaction (version intégrale sur notre site)

\* Membre du Conseil provincial Groen! Brabant flamand et de la fondation Willy Vanderstappen des victimes de l'amiante.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Amiante

photomontage: Little Shiva

# Di Rupo 1er: pas encore actif, déjà radioactif

par Louis Verheyden

Le maintien ou l'abandon de la technologie nucléaire est une question centrale de la politique énergétique belge. Depuis Fukushima, la grande majorité de la population est opposée au nucléaire. Ce sont uniquement les intérêts d'un pour cent de la population, les cent mille familles belges qui forment le gros de l'actionnariat des grandes entreprises belges, qui empêchent que le nucléaire soit abandonné. Le gouvernement Di Rupo persiste dans le maintien de la loi Deleuze: les plus vieux réacteurs restent actifs jusqu'en 2015, pour les autres on maintient la perspective d'une fermeture entre 2020 et 2025. L'accord entre Electrabel et Magette est évacué.

## Test de résistance

Si sept partis voulaient conditionner le sort des plus vieilles centrales aux tests de résistance, un parti a décidé de passer carrément outre: c'est le SP.a de Monsieur Vande Lanotte, ancien président d'Electrawinds qui est maintenant allié à Electrabel dans les gros parcs éoliens offshore. Les tests de résistance donnent pourtant des résultats inquiétants. C'est surtout Tihange 1 qui pose des problèmes: situé sur une faille géologique, exposé aux tremblements de terre, le vieux réacteur est aussi situé dans une zone inondable. Quand les plans pour Tihange 1 ont été dressés, peu de personnes envisageaient la chute d'avions, engins rares dans le ciel mosan à l'époque. Maintenant que l'aéroport de Bierseet se situe à 19 km de la centrale, très souvent des avions survolent la centrale. L'enceinte de Tihange 1 ne résisterait pas à l'impact d'un avion de fret chargé en vitesse de croisière. Electrabel admet dans son rapport des tests de résistance que la double enceinte de Tihange 1 n'a pas été conçue pour résister à de tels impacts. En outre, même si du matériel sophistiqué d'extinction a été acheté, le corps des pompiers de Huy est un corps de volontaires qui ne pourra pas faire face à un incendie important dans la centrale.

Les tests de résistance sur lesquels les projecteurs sont braqués sont effectués par les mêmes ingénieurs qui gèrent l'installation nucléaire. Pour qu'une étude sérieuse du risque soit effectuée, il faudrait que la part technique soit confiée à des experts indépendants, comme on fait pour les crash-tests des voitures par exemple. En



outre, la formule du risque est absente de l'ouvrage: elle est pourtant simple: le risque R = la probabilité P X les conséquences C. Comme les conséquences d'un accident nucléaire sont énormes – quasiment infinies si on prend en compte les cancers qui peuvent apparaître une décennie après l'exposition à des faibles doses – il faut que la probabilité soit réduite à zéro pour que le risque soit inexistant. Les tests de résistance servent à noyer le poisson du risque, pas à l'affronter.

## La rente spectaculaire

Nous avons décrit le mécanisme financier qui justifie le prolongement de la durée d'activité des réacteurs.\* C'est une rente colossale pour Electrabel. Une rente, c'est-à-dire un surprofit en plus du profit moyen. Electrabel est une puissance financière importante, filiale de

deux grands groupes internationaux de l'énergie: GDF-Suez du côté opérationnel, POWER- GroupeFrère du côté des capitaux. Ce genre de monstres ne peut être dompté. Les coups de fouet ne feront que l'enrager davantage. Il faut s'y adapter ou l'abattre. La fameuse taxe nucléaire s'est réduite comme peau de chagrin: alors que la CREG avançait le chiffre de 1700 millions d'euros, le gouvernement a déjà décidé de se contenter de 650 millions. Ecolo reproche aux négociateurs réunis sous la houlette de Di Rupo d'avoir laissé filer 650 autres millions. Mais, à supposer qu'on applique la taxe proposée par M.Deleuze, il resterait encore 400 millions dans les poches d'Electrabel.

Il est évident qu'Electrabel devrait reverser l'intégralité de la rente à la collectivité. Mais la vraie question n'est pas là. La vraie question est de savoir si la politique énergétique doit être laissée aux mains d'un seul homme, M. Albert Frère? Peut-on demander à cet homme de mesurer objectivement le risque pour la population d'aujourd'hui et de demain, alors qu'il voit venir la fin de sa vie et que chaque jour de maintien des centrales fait tomber une fortune dans son porte-monnaie?

## The End

Pour réduire la probabilité dès aujourd'hui, il faut immédiatement réduire le nombre de tranches actives et la durée d'activité. Il faut immédiatement fermer les trois centrales les plus vieilles, Tihange 1, Doel 1 et Doel 2 et nationaliser Electrabel sans dédommagement. Il faut abandonner la filière nucléaire, depuis la mine jusqu'au retraitement, et mettre en œuvre une nouvelle politique énergétique, sans combustibles fossiles ni nucléaire.

Cette victoire dépendra de notre mobilisation. La prochaine échéance belge sera une manifestation unitaire, massive et pacifique le dimanche 11 mars 2012 – anniversaire de la catastrophe de Fukushima – probablement de Huy à Tihange. ■

\* La Gauche n°54

# TUNISIE: la gauche syndicale face à la coalition libérale salafiste

par Bechir Haamdi

Tout d'abord il est utile de rappeler que l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) était, à travers sa puissante bureaucratie, l'un des instruments du régime de Ben Ali pour contrôler et domestiquer le mouvement ouvrier. Durant tout le règne du dictateur déchu, l'action syndicale n'avait – dans son aspect bureaucratique officiel apparent – pour but que l'approbation des politiques en vigueur. La bureaucratie syndicale, dont les intérêts étaient confondus avec ceux du système, s'est transformée en structure d'encadrement des travailleurs en faveur du pouvoir. Grâce à la participation et à l'acquiescement de cette bureaucratie, le régime de Ben Ali a réussi à faire passer le programme d'ajustement structurel qui a bradé le secteur public et a mis en vente ses entreprises, aux investisseurs étrangers tout particulièrement. Une marche arrière a été faite grâce à plusieurs lois qui ont été changées ou modifiées au profit des capitalistes, lire au détriment des travailleurs et des catégories populaires les plus larges. Celles-ci n'ont récolté que misère, paupérisation, marginalisation, chômage et détérioration drastique de la qualité de vie. Tout cela s'est greffé sur l'absence de toute démocratie au sein des structures de l'organisation, le monopole de tous les pouvoirs de décision par la bureaucratie et la négation de toute indépendance du mouvement syndical.

## Radicalisation

Cependant, malgré l'hégémonie de la ligne bureaucratique sur le cours de l'action syndicale, il est à noter que, durant les quatre dernières années du règne de Ben Ali, la scène syndicale a connu une radicalisation relative avec l'organisation de plusieurs grèves et sit-in, et une prise de conscience croissante parmi les rangs des syndicalistes – en particulier dans les structures principales – de la nécessité



d'affronter la ligne bureaucratique. Dans cette perspective de lutte, un large courant d'opposition syndicale s'est constitué et a livré de nombreuses batailles à l'issue desquelles il a pu rompre, ne serait-ce que partiellement, avec la tendance bureaucratique dominante. Une rupture marquée par une orientation vers la radicalisation des luttes revendicatives, le retour à la grève comme moyen de pression, la lutte pour que l'UGTT redevienne un instrument combatif et indépendant, mais aussi pour contrer et mettre en échec la volonté de la bureaucratie d'amender le chapitre 10 du règlement intérieur, afin de garantir, à la majorité de ses membres, le droit de présenter à nouveau leur candidature à la direction de l'Union.

Telle était la situation de l'UGTT lors du déclenchement des manifestations de Sidi Bouzid et qui se sont développées jusqu'au climat de tension révolutionnaire qui a permis aux masses populaires de renverser le dictateur, le 14 janvier 2011. Les syndicalistes opposants et indépendants ont joué un rôle important dans l'organisation et la direction du mouvement; ils ont poussé le mouvement syndical à s'engager dans le processus révolutionnaire et ont contribué, avec efficacité et combativité, au renversement de Ben Ali. La bureaucratie syndicale est restée, elle, fidèle à son orientation participative et a fait ce qu'elle pouvait pour sauver le dictateur jusqu'aux dernières heures de son règne.

## Coup réussi

Après le 14 janvier, il n'y avait pas d'autre option, pour les restes de la dictature et les gouvernements de Ghannouchi 1 et 2, tout comme le gouvernement de Béji Caïd Essebsi, que de compter sur la bureaucratie syndicale pour élaborer et mettre en application le plan de contournement de la révolution et imposer la voie de transition sur la base de la Constitution de 1959. Coup réussi puisqu'il a conduit à proclamer le président du parlement de Ben Ali et son

Premier ministre, respectivement Président provisoire et chef du gouvernement!

L'Union générale tunisienne du travail aurait pu jouer un rôle déterminant pour continuer la révolution et affronter les forces de la contre-révolution et les restes de la dictature si les groupements de la gauche syndicale opportuniste avaient pris conscience de l'importance de rompre avec la bureaucratie syndicale et de ramener la bataille contre le régime dans l'arène syndicale. Mais les syndicalistes membres ou sympathisants des partis de la gauche opportuniste (le Parti du travail patriotique et démocratique, le Mouvement des patriotes démocrates, le Parti communiste des ouvriers de Tunisie) ont choisi de courtoiser la bureaucratie, la flagorner et s'allier avec elle.

Cette situation a permis à la bureaucratie syndicale de maintenir sa position au sein du mouvement ouvrier mais aussi son alliance avec les restes de la dictature: elle a participé au premier gouvernement de Ghannouchi avec trois ministres et a soutenu son deuxième gouvernement; elle a rejoint la commission de contournement de la révolution Ben Achour, à savoir la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique; comme elle a soutenu le gouvernement de Béji Caïd Essebsi, tournant le dos à toute tentative de mobilisation autour des revendications des travailleurs sous prétexte qu'il faut réussir la transition, une transition qui, comme chacun sait, a conduit à une ascension du parti Ennahdha et des partis libéraux et à leur arrivée au pouvoir.

## Bureaucratie contre-révolutionnaire

De manière générale, et presque une année après la chute du dictateur Ben Ali – qui est aussi une année de lutte acharnée du mouvement populaire contre les restes de la dictature –, on peut dire que l'Union générale tunisienne du travail n'était et n'est pas dans les rangs de la révolution, mais plutôt dans le camp de la contre-révolution et des forces de contournement de la révolution à travers sa bureaucratie syndicale et son orientation. Cette bureaucratie s'affaire à trouver une porte de sortie à la plupart de ses symboles par la porte large à l'issue du congrès général de l'Organisation, dont la date a été fixée pour le mois de décembre prochain, ce qui leur permettra d'échapper aux poursuites judiciaires surtout sur deux dossiers, à

savoir leur implication gravissime dans le système de Ben Ali et la corruption.

L'opposition syndicale dans l'Union – compte tenu de la situation de celle-ci et de son orientation actuelle et en considération des résultats du 23 octobre (qui nous renseignent sur la nature et la politique du prochain gouvernement) – est invitée à reprendre la lutte contre les forces de la contre-révolution et les restes de la dictature et contre la coalition gouvernementale salafiste libérale et à engager cette lutte sur le terrain revendicatif syndical. Ces tâches ne seront possibles que lorsque cette opposition prendra conscience, le plus tôt possible, de la nécessité de se constituer en un courant syndicaliste radical et large pour s'opposer aux choix libéraux du gouvernement, et de ramener la bataille sur le champ syndical, en poussant les syndiqués à se battre pour un programme de lutte mobilisateur qui ne se séparera pas ce qui est politique de ce qui est syndical et ne fera aucun compromis concernant la satisfaction des revendications du mouvement ouvrier. Ceci doit être accompagné d'un projet clair au niveau de la vision pour assurer la démocratie dans les structures de l'organisation, à travers la rupture avec la structuration hiérarchique bureaucratique qui met, comme c'est le cas aujourd'hui, le pouvoir de décision entre les mains du bureau central et de son secrétaire général. La démocratisation de l'Union et l'imposition de son indépendance et de sa combativité ne seront atteints qu'en dépassant le jeu des conflits sur les postes et en changeant les lois de l'Union qui ont produit la bureaucratie et la centralisation. La lutte sur la base de l'indépendance des décisions sectorielles et la transformation de l'UGTT en une union de syndicats sous forme de confédération tout comme la rupture avec la politique de participation et d'alliance avec le gouvernement sont les éléments de base d'un projet que l'opposition syndicale doit aujourd'hui mettre en oeuvre. C'est l'option la plus tangible pour ramener l'Union dans les rangs des forces de la révolution et contrer le complot que mijote la bureaucratie en préparant ses partisans à lui succéder à la direction, en leur assurant une majorité absolue lors du congrès prochain de l'Union, dont quelques semaines seulement nous séparent. ■ –Tunis, le 14 novembre 2011

Traduction de l'arabe: Rafik Kbaljaoui

## Elections et répression

Les élections législatives au Maroc initialement prévues en 2012 ont été avancées à la date du 25 novembre 2011. Cette décision s'inscrit dans la logique du référendum bidon du 1er juillet dernier destiné à donner un semblant de caution démocratique aux changements constitutionnels décidés par le roi Mohamed VI.

Que faut-il attendre de ces élections? Les sondages prévoient une avancée des islamistes du Parti de la Justice et du Développement (PJD), dans la foulée de la récente victoire électorale du parti Ennahda en Tunisie. Le PJD promet monts et merveilles: hausse de 50% du salaire minimum, doublement du taux de croissance (de 2,5% à 7%), 100.000 bourses aux jeunes diplômés, etc. Aux élections de 2007, il avait recueilli un peu plus de 10% des voix, faisant quasi jeu égal avec d'autres partis traditionnels (Istiqlal, Union Socialiste des Forces Populaires...).

Ces élections de 2011 restent en grande partie de la poudre aux yeux car le seul détenteur du pouvoir reste le Palais. Le Mouvement du 20 février est une résonance de la vague révolutionnaire qui a envahi la région maghrébine et arabe. Mais en raison de l'histoire politique spécifique du Maroc (défaite de l'opposition démocratique traditionnelle maîtrisée par la monarchie puis intégrée au pouvoir, implication des syndicats à la cogestion, marginalisation de la gauche révolutionnaire) le mouvement de contestation se cantonne pour l'instant aux revendications sociales Certes le M 20 Fev a avancé des revendications démocratiques, mais l'échec du boycott du référendum du 1er juillet sur la constitution montre ses limites actuelles

Derrière sa façade démocratique, le Maroc reste un régime autoritaire et la répression continue. Plusieurs militants du M 20 Fev ont été assassinés à Safi (parmi lesquels notre camarade Mohamed Boudroua), à Sefrou (Karim Shayeb) et à Al Hoceima (Kamal al-Husseini). Par ailleurs, le Rappeur contestataire et membre du Mouvement 20 février, Mouad El Maarouf mieux connu par son nom de rappeur *L7a9ed* est toujours en prison depuis le mois de septembre. ■



# Pas d'accord climatique avant 2020!

✦ par Daniel Tanuro

Au risque de lasser le lecteur, rappelons les conditions à remplir pour que la hausse de la température de la terre ne dépasse pas trop 2°C (entre 2 et 2,4°C): **1:** Réduction absolue de 50 à 85% des émissions globales d'ici 2050, à entamer dès 2015 au plus tard; **2:** Réduction absolue de 80 à 95% des émissions des pays développés d'ici 2050, et de 25 à 40% d'ici 2020, par rapport à 1990; **3:** Réduction des émissions des pays en développement de 15 à 30% par rapport aux projections.

Si ces objectifs étaient adoptés, la dilatation thermique des masses d'eau océaniques provoquerait néanmoins, à elle seule, une élévation moyenne du niveau des mers comprise entre 40 cm et 1,4 m. "A elle seule" parce que cette projection n'inclut pas la dislocation des calottes glaciaires.

## Durban

Or, ces objectifs ne seront pas adoptés. A la veille du sommet de Durban, les pays développés admettent tous que le Protocole de Kyoto, qui ne va pas au-delà de 2012, n'aura pas de successeur avant 2016, au plus tôt. Compte tenu du temps nécessaire à la ratification, cela signifie qu'un éventuel accord international ne sera pas d'application avant 2020. Trop tard pour rester entre 2 et 2,4°C de hausse, pour ne pas parler de rester sous les 2°C.

Sans un accord mondial contraignant pour organiser le transfert de technologies propres et distribuer les efforts de réduction en fonction de la responsabilité historique de chaque pays, la concurrence capitaliste conduira inévitablement à une poursuite de la croissance des émissions, donc du réchauffement. Selon l'Agence Internationale de l'Energie, les émissions de CO2 provenant de la combustion des combustibles fossiles ont augmenté de 5% en 2010, en dépit de la récession la plus grave depuis les années trente.

Les gouvernements cachent l'extrême gravité de la situation. Ils continuent à faire comme si leur objectif était de maintenir le réchauffement au-dessous de 2°C, feignant d'ignorer que, par leur faute, cette limite

ne peut déjà plus être respectée.

L'Union Européenne mériterait le premier prix de la poudre aux yeux. Avec son "paquet énergie-climat," elle se présente comme le champion de la lutte pour la planète. Or, non seulement les 20% de réduction des émissions en 2020 sont totalement insuffisants, non seulement ils seront réalisés sans effort (en 2009 les émissions de l'UE étaient inférieures de 17,6% au niveau de 1990), non seulement les chiffres ne tiennent pas compte des émissions "grises" (découlant de la production dans les pays émergents des marchandises consommées en Europe), mais en plus l'UE n'a plus aucune réticence face aux achats de "droits de polluer" dans les pays du Sud.

## En route pour +4°C

Vers quoi tout cela nous entraîne-t-il? Vers une hausse de la température de 4°C environ d'ici la fin du siècle, qui ferait



probablement monter le niveau des mers de plusieurs mètres, par suite notamment de la dislocation des calottes glaciaires. C'est ce que répète depuis 20 ans J. Hansen, le climatologue en chef de la NASA.

Le GIEC vient de consacrer un rapport aux événements météo extrêmes. Peu suspect de communisme, un directeur de la London School of Economics, Bob Ward, l'a résumé en disant que, faute d'une réduction immédiate des émissions, les canicules, sécheresse et inondations "dépasseront probablement toute tentative que les populations humaines pourraient prendre pour s'adapter à leurs impacts."

Toutes ces données sont connues des décideurs politiques. Ils les ignorent allègrement parce que, sinon, ils devraient envisager d'arracher le secteur de l'énergie des mains du patronat et de prendre l'argent là où il est pour financer une transition planifiée vers une économie économe et non productiviste, sans fossiles ni nucléaire.

## Mobilisation écosocialiste

Au début de son histoire, le capitalisme a parfois pris des décisions défavorables à l'intérêt immédiat des capitalistes individuels, parce qu'elles étaient nécessaires à la stabilité à long terme du Capital dans son ensemble. Aujourd'hui, il n'en est plus capable. Même face à la menace de catastrophes terribles, irréparables, les décideurs restent les bras ballants.

Pire: les plus cyniques misent sur les catastrophes comme des armes géostratégiques. La montée en puissance des capitalismes chinois ou indiens devient gênante? Rira bien qui rira le dernier: on verra comment ils géreront la montée des océans, la fonte des glaciers de l'Himalaya et leurs millions de réfugiés climatiques. ...

On ne peut mieux illustrer la profondeur de la crise de ce système pourri. Face à cette barbarie climatique qui menace, il est totalement illusoire de miser sur le lobbying auprès des gouvernements. Seule la mobilisation la plus large pour des objectifs à la fois sociaux et écologiques — écosocialistes — offre une alternative. ■



## In memoriam

Le 26 février 2011\*, Gilbert Clajot est décédé à Bruxelles. Il a été, de 1954 à 1964, un militant actif de la section belge de la IVe Internationale et, à ce titre, il a eu un rôle dirigeant efficace dans la Jeune Garde Socialiste (JGS). Les militants de la LCR adressent à sa femme Josiane et à toute sa famille leurs salutations fraternelles émues au lendemain du décès de Gilbert.

Né le 24/4/1929, il était devenu assistant social. Il a rejoint la JGS de Bruxelles en 1953 et a été gagné au trotskysme par notre camarade Emile Van Ceulen, le principal formateur idéologique de la JGS.

En avril 1958, quand il rejoint notre section clandestine, il va assurer la publication du "bulletin du militant" de la fédération bruxelloise des JGS. J'ai eu le plaisir de le rencontrer dès cette année-là et nous avons établi des relations amicales.

Il va expliquer dans une brochure "comment organiser une section JGS" et il exposera souvent dans notre mensuel "la Jeune Garde" — qui tire à des milliers d'exemplaires — les thèmes d'antimilitarisme et du soutien aux révolutions coloniales contre l'impérialisme.

Au Congrès JGS de septembre 1956, à La Louvière, il est élu secrétaire national et devient permanent de notre mouvement de jeunes.

En avril 1958, il participe à la fondation du "Comité pour la paix en Algérie" créé par notre camarade Pierre Le Grève pour soutenir la lutte des révolutionnaires algériens.

L'influence des JGS dans le PSB est à cette époque non négligeable et nous organisons avec succès une grande manifestation du "fusil brisé" à La Louvière le 15 octobre 1961. Gilbert était intervenu dans le congrès national du PSB de décembre 1960 consacré aux problèmes militaires et il interviendra aussi dans les débats du congrès de fin 1961.

Il est, avec toute la JGS, l'un des organ-

isateurs des "marches anti-atomiques" qui ont obtenu un succès de grande foule au début des années 60.

En août 1963, nous sommes quatre délégués à prendre part à Oslo au congrès de l'I.U.S.Y. (Internationale des Jeunes Socialistes) et nous participons à une manifestation contre la guerre coloniale menée en Angola par les colonialistes portugais.

Au congrès des 25 et 26 janvier 1964, Gilbert renonce à son rôle dirigeant et je lui succède comme secrétaire politique national des JGS. Il devient alors un militant de la régionale de Bruxelles du SETCA-FGTB et en rédige le périodique "L'employé."

Secrétaire général du Setca de Bruxelles et membre du secrétariat national en 1972, il emmènera, en 1977 ou 78, une centaine de syndicalistes occuper les locaux de la F.E.B. (fédération des entreprises de Belgique) au cours d'une manifestation contre le patronat des banques.

Il prend sa retraite en 1994 mais garde des relations amicales avec plusieurs camarades de notre organisation trotskyste.

Nous garderons de Gilbert le souvenir très fraternel d'un militant très efficace de notre organisation de 1954 à 1964 qui a ensuite, à travers l'action syndicale, consacré l'essentiel de sa vie adulte aux luttes du prolétariat. — *Georges Dobbeleer*

\* A la suite d'erreurs répétées, ce texte écrit à la mémoire de Gilbert Clajot n'a pas pu être publié dans *La Gauche en temps voulu* et nous nous en excusons.

## Formation sur la Commune de Paris

### Formation marxiste, visite de l'exposition au Musée de la photographie de Charleroi et soirée conviviale

Samedi 10 décembre 2011, de 14h30 à 18h30 (deux heures de formation puis visite) au Musée de la photographie, 11 avenue Paul Pastur, Mont-sur-Marchienne (Charleroi). Inscription pour le repas le 7 décembre avant 13h au 0476 820 950. PAF: 4 Euros (payables sur place) pour la formation, le syllabus et la visite de l'exposition. 19,50 € pour le repas (entrée, plat, dessert, café) à verser sur le compte 001-3170491-25 avant le 7 décembre, avec la mention "restaurant Commune." Pour les étudiant-e-s, chômeur-euse-s, minimexé-e-s, repas à 12 €.

## Ernest Mandel sur la révolution allemande

Dans un récit passionné, à la fois chronologique et analytique, Ernest Mandel explique en détail la révolution allemande entre 1918 et 1923: la grève politique, les conseils ouvriers, l'impact de la révolution bolchévique, le Spartakusbund, le rôle de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, le rôle de la social-démocratie et la contre-révolution menée par Ebert et Noske, le front unique et l'armement des travailleurs, le centrisme, la crise révolutionnaire, le mouvement de masse et le parti révolutionnaire, ... Nous avons retenu 3h en audio de cette formation qu'Ernest a donné en 1976 et qui s'est étalée sur plusieurs jours.

Triple CD AUDIO. Durée totale: 3h. Prix: 10 €. Contact et commandes: Formation Lesoil, 02/523.40.23

## L'arnaque de la dette publique

### Conférence-débat: Grèce, Irlande, Portugal, Italie, Belgique

La dette publique sert de prétexte pour imposer l'austérité. Mais d'où vient cette dette? Pourquoi les peuples devraient-ils payer? Comment construire la résistance? Quelles revendications concrètes? Jeudi 8 décembre 2011 de 19h30 à 22h, Rue Pléтинckx 19, 1000 Bruxelles. Infos: 0486 29 19 29 ou formationleonsoil@gmail.com

Avec **Eric Toussaint**, docteur en sciences politiques, Président du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (CADTM); **Philippe Van Muylder**, Secrétaire général de la FGTB de Bruxelles; une oratrice de **Transform!** (réseau européen pour une pensée alternative et un dialogue politique) et **Guy Tordeur**, Secrétaire fédéral de la CSC Bruxelles Halle Vilvoorde.

Organisé par la FGTB Bruxelles, la CSC Bruxelles Halle Vilvoorde, la Formation Léon Lesoil, le MOC Bruxelles, le CADTM, la LCR-SAP et les Jeunes Anticapitalistes.

*1. Transform regroupe notamment la Fondation Rosa Luxembourg (Allemagne), la Fondation Copernic (France), l'Institut Nicos Poulantzas (Grèce) et l'Association culturelle Joseph Jacquemotte (Belgique).*

**la gauche**  
comprendre le monde pour le changer

# capitalisme vs. climat

